

Guide

de la procédure de notification
des transferts de déchets

Leitfaden

zum Notifizierungsverfahren hinsichtlich
der Verbringung von Abfällen



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement

Administration de l'environnement



Die Neuerungen in Bezug auf die Verbringung von Abfällen und der diesbezüglichen Gebühren

Seit der Inbetriebnahme des Systems für die elektronische Datenübertragung der erforderlichen Begleitformulare im dritten Trimester 2015, soll dieser Austausch hauptsächlich auf elektronischem Weg erfolgen. Das baldige Inkrafttreten des *Gesetzes vom 31ten August 2016 betreffend die zu erhebenden Gebühren bei Anfrage auf Erhalt der für die nationale und internationale Abfallverbringung vorgeschriebenen Formulare* reduziert die anfallende Gebühr wenn die Notifizierungsunterlagen auf elektronischem Weg eingereicht werden.

Neben dieser Neuerung wird ebenfalls die Höhe der zu erhebenden Gebühren für den Erhalt und die Bearbeitung der Notifizierungsunterlagen im Generellen überarbeitet:

Die Gebühren werden zukünftig wie folgt erhoben:

- Notifizierungsbogen: 50 Euro
- 5 Euro pro vorgesehenen Transport wenn die Versand-/ Begleitscheine per Post, E-mail oder Fax übertragen werden.
- 2 Euro pro vorgesehenen Transport wenn die Versand-/ Begleitscheine auf elektronischem Weg über das von der Umweltverwaltung zur Verfügung gestellte System, oder über ein anderes von der Umweltverwaltung akzeptiertes elektronisches System gesendet werden.
- Die Gebühr wird für jede Art der Notifizierung erhoben, mit Ausnahme von Transitnotifikationen. Die diesbezüglichen Dispositionen sind in dem
 - zukünftigen Gesetz betreffend die nationale Verbringung von Abfällen, und
 - der großherzoglichen Verordnung zur Durchführung des abgeänderten Abfallwirtschaftsgesetzes vom 21 März 2012enthalten.

Die anfallenden Gebühren für einen Notifizierungsbogen sind demnach abhängig von der Zahl der vorgesehenen Transporte, und der entsprechenden Anzahl an Versand-/Begleitscheinen.

Dies kann an folgendem Beispiel dargestellt werden:

- Die Höhe der Gebühr, die für eine Notifizierung anfällt zuzüglich 5 Versand-/Begleitscheinen entspricht demnach $(1 \times 50 \text{ EUR}) + (5 \times 5 \text{ EUR}) = 75 \text{ EUR}$, wenn die Übertragung der Notifizierungsunterlagen per Post oder Fax stattfindet.
- Die Höhe der Gebühr, die für eine Notifizierung anfällt zuzüglich 5 Versand-/Begleitscheinen entspricht $(1 \times 50 \text{ EUR}) + (5 \times 2 \text{ EUR}) = 60 \text{ EUR}$, wenn die Übertragung der Notifizierungsunterlagen elektronisch erfolgt.

Wir möchten Sie außerdem über die Notwendigkeit eines Übereinkommens mit der Umweltverwaltung in Kenntnis setzen, welches die Regeln und Leitlinien für die Modalitäten der Nutzung des elektronischen Systems festlegt.



Nouveautés relatives aux transferts de déchets et aux taxes y afférentes depuis le 30 septembre 2016

Depuis la mise en œuvre opérationnelle du système de transmission électronique des formulaires d'accompagnement des transferts de déchets au courant du troisième trimestre 2015, la majorité des communications se fait dorénavant par voie électronique. Afin de favoriser le recours à la transmission électronique, la nouvelle *loi concernant les taxes à percevoir sur les documents de notification des transferts de déchets nationaux et internationaux* prévoit une taxe moins élevée pour les demandes introduites par voie électronique que pour celles introduites par courriel, fax ou courrier.

A côté de cette mesure, la principale nouveauté consiste en l'adaptation générale des montants des taxes requises pour l'obtention et l'instruction d'un dossier de notification :

Les montants de la taxe par document sont fixés comme suit:

- Dossier de notification: 50 euros
- 5 euros par transfert prévu lorsque la transmission des documents de mouvements se fait par courriel, fax ou courrier ;
- 2 euros par transfert prévu lorsque la transmission des documents de mouvements se fait à travers un système de transmission électronique mis à disposition ou accepté par l'Administration de l'environnement
- La taxe, perçue pour tout type de notification, à l'exception des notifications de transit, est prévue respectivement par :
 - la loi concernant le transfert national de déchets prochainement en vigueur;
 - le règlement grand-ducal pris en exécution de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

Pour un dossier de notification, la somme de la taxe à payer dépend donc du nombre de transferts envisagés sous le couvert de la notification.

Exemples :

- Le montant de la taxe due pour 1 document de notification avec 5 documents de mouvement (équivalant à 5 transferts) s'élève à: $(1 \times 50 \text{ EUR}) + (5 \times 5 \text{ EUR}) = 75 \text{ EUR}$; lorsque la transmission des documents de mouvements se fait par courriel, fax ou courrier
- Le montant de la taxe due pour 1 document de notification avec 5 documents de mouvement (équivalant à 5 transferts) s'élève à: $(1 \times 50 \text{ EUR}) + (5 \times 2 \text{ EUR}) = 60 \text{ EUR}$; lorsque la transmission des documents de mouvements se fait à travers un système de transmission électronique

Nous tenons à vous informer, qu'une convention doit être passée avec l'Administration de l'environnement qui détermine les modalités d'accès et d'utilisation du système afin de pouvoir accéder au système de transmission électronique des documents de mouvement.

Guide

de la procédure de notification
des transferts de déchets

Impressum

Edition novembre 2007

Publié par la FLEA et la FEDIL.

Contribution rédactionnelle par l'Administration de l'environnement.

Ont spécialement contribué à la réalisation de cette brochure: MM. Marc Syoen, Dino Ruffato et Robert Schmit.

Sommaire

FEDIL	4
FLEA	4
Préface	5
Introduction	6
1.0 Qui doit constituer le dossier de notification	6
2.0 Comment se procurer les documents nécessaires	6
3.0 Constitution du dossier de notification	7
4.0 Introduction de la notification	7
5.0 Suivi du dossier de notification	7
5.1 Réception et transmission du dossier de notification par l'autorité compétente d'expédition	7
5.2 Réception du dossier de notification par les autorités compétentes concernées	8
5.3 Prise de décision	8
6.0 Les transferts de déchets	8
6.1 Notification du transfert	8
6.2 Réception des déchets par le destinataire	8
6.3 Certificat de valorisation/d'élimination	8
7.0 Autorités compétentes	9
8.0 La garantie financière	9
9.0 Transferts de déchets repris sur la liste verte destinés à une opération de valorisation	9
10.0 Annexe I	
Numéros Y	10
11.0 Annexe II	
Informations et documents accompagnant la notification	11
11.1 Informations à mentionner ou à joindre au document de notification	11
11.2 Informations à mentionner ou à joindre au document de mouvement	12
11.3 Informations et documents supplémentaires susceptibles d'être réclamés par les autorités compétentes	12
12.0 Annexe III	
Diagramme de la procédure de notification	13
13.0 Annexe IV	
Diagramme pré-notification des transferts de déchets	14
14.0 Annexe V	
Diagramme de la période pendant laquelle les transferts peuvent être effectués	15
15.0 Annexe VI	
Liste verte des déchets (situation juin 2007)	16
16.0 Annexe VII	
Liste orange des déchets (situation juin 2007)	19
17.0 Annexe VIII	
Document de notification	22
18.0 Annexe IX	
Document de mouvement	24
19.0 Annexe X	
Document pour transferts soumis à procédure simplifiée	26
20.0 Adresses utiles	27

FEDIL

Fondée en 1918, la FEDIL est aujourd'hui l'association professionnelle luxembourgeoise représentative des secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises. Par ailleurs, la FEDIL regroupe actuellement 14 associations sectorielles.

Sur le plan national, la FEDIL a pour objectif principal la défense des intérêts professionnels de ses membres de même que l'analyse de toutes les questions d'ordre économique, social et industriel y relatives. Par ailleurs, la FEDIL s'efforce de développer l'esprit et les liens de solidarité entre employeurs luxembourgeois.

Sur le plan international, la FEDIL est affiliée à BUSINESS-EUROPE (www.business-europe.eu) et dispose depuis 2003 d'un bureau de représentation à Bruxelles dirigé par son conseiller Affaires européennes. En tant qu'organisation représentative des employeurs luxembourgeois, la FEDIL collabore aux activités de la Conférence internationale du travail (OIT) à Genève. Elle est, par ailleurs, membre de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) ainsi que du Bureau consultatif économique et industriel (BIAC) auprès de l'OCDE.

www.fedil.lu

FLEA

Représentative pour le secteur de la gestion des déchets, la Fédération luxembourgeoise des entreprises d'assainissement (FLEA), une association sectorielle de la FEDIL, est reconnue comme un partenaire privilégié des administrations et des autorités gouvernementales pour les discussions relatives aux sujets sectoriels.

L'association a notamment pour objet de mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de favoriser le développement de l'industrie de l'assainissement, de l'enlèvement, du recyclage, de l'incinération, du compostage, du triage de déchets de toutes sortes, de l'épuration des eaux, de la vidange des fosses, du débouchage de canalisations, du nettoyage industriel et du balayage de voiries et de toute autre activité liée directement ou indirectement à l'assainissement et aux déchets.

Sur le plan européen, la FLEA est affiliée à la Fédération européenne des activités du déchet et de l'environnement (FEAD) qui siège à Bruxelles. Par ailleurs, la FLEA participe à plusieurs groupes de travail et de réflexion concernant les questions relatives au domaine de l'environnement.

www.flea.lu

Préface

La valorisation et l'élimination des déchets dans des conditions écologiquement acceptables constituent des préoccupations majeures de toute nation soucieuse de la protection de l'environnement. Pour garantir le respect de ces préoccupations, un instrument consiste dans la surveillance et le suivi des déchets de leur producteur vers leur destinataire.

En effet, le passé a montré que les tentations du lucre font que des déchets sont transférés vers des destinations où leur traitement approprié ne peut pas être garanti, où même des déchets dangereux sont abandonnés en pleine nature au détriment de la santé, voire de la vie de la population. Des cas récents d'exportations illicites de déchets en Sierra Leone ayant pour conséquence la mort de centaines de personnes en sont un exemple.

Le Luxembourg applique déjà depuis 1982 une procédure de suivi des transferts de déchets. Au niveau communautaire, de telles procédures existent depuis 1986. La Convention de Bâle a mis en place en 1989 un tel système au niveau mondial.

Le règlement (CE) N° 1013/2006 concernant le transfert de déchets constitue le 3^e texte consécutif qui réglemente ce domaine au niveau européen. Il vise à intégrer dans la législation communautaire les dispositions de la Convention de Bâle, notamment en ce qui concerne l'harmonisation des listes de déchets soumis aux différentes procédures de notification.

L'objectif de cette brochure est de constituer un document de référence qui permet de guider toutes les personnes concernées dans l'accomplissement de leurs obligations de notification des transferts de déchets.

Elle a pu être réalisée grâce à la collaboration et le soutien de la Fédération luxembourgeoise des entreprises d'assainissement (FLEA) qui en est remerciée à cette occasion.

Le lecteur est remercié pour tout acte qu'il accomplit en faveur d'une meilleure protection de l'environnement dont il fait preuve notamment par le respect des procédures prévues par le règlement (CE) N° 1013/2006.

Lucien LUX
Ministre de l'Environnement

Introduction

En date du 12 juillet 2007, le règlement (CE) N° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets remplace le règlement (CEE) N° 259/93 du Conseil du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne. Avec ce changement de législation, de nouveaux documents sont introduits pour surveiller et accompagner les transferts de déchets. De même, un document uniforme obligatoire est fixé pour accompagner les transferts de déchets soumis à la procédure simplifiée (article 18 du règlement (CE) N° 1013/2006). Tous ces documents figurent en annexe de cette brochure.

De nouvelles listes qui servent à déterminer si un déchet est soumis à une procédure de notification préalable ou à une procédure simplifiée entrent en vigueur avec la nouvelle législation. Ces listes sont également reprises en annexe de cette brochure.

1.0 Qui doit constituer le dossier de notification

En principe, le dossier de notification doit être constitué par le producteur initial des déchets. Dans le cas où les déchets proviennent de plusieurs producteurs, un collecteur agréé peut également figurer en tant que notifiant. De même, un négociant/courtier enregistré et autorisé par le producteur initial à agir en son nom peut constituer le dossier de notification.

2.0 Comment se procurer les documents nécessaires

Les documents nécessaires repris en annexe de la présente brochure sont disponibles sur le site internet de l'Administration de l'environnement www.emwelt.lu -> Guichet virtuel -> Déchets -> transferts de déchets. Les documents peuvent être complétés directement à l'écran et imprimés en recto-verso. Veuillez noter que seuls les documents émis par l'autorité compétente d'expédition peuvent être utilisés.

Pour l'obtention et l'instruction du dossier de notification, une taxe est requise. Les montants de la taxe par document sont fixés comme suit:

- document de notification: 12 EUR
- document de mouvement: 2 EUR

Pour un dossier de notification, la somme de la taxe à payer dépend donc du nombre de transferts envisagés à faire sous le couvert de la notification. Elle est calculée selon la formule ci-après:

1 document de notification	+	X documents de mouvement
	=	
(1 x 12 EUR) + (X x 2 EUR)		

Exemple:

Le montant de la taxe due pour 1 document de notification avec 5 documents de mouvement (équivalant à 5 transferts) s'élève à:

$$(1 \times 12 \text{ EUR}) + (5 \times 2 \text{ EUR}) = 22 \text{ EUR}$$

Des informations détaillées sur les modalités d'acquittement de la taxe se trouvent sur le portail internet www.emwelt.lu (section guichet virtuel->déchets->transferts de déchets).

3.0 Constitution du dossier de notification

Le dossier de notification doit être constitué préalablement aux transferts. Il doit contenir un document de notification et un document de mouvement dûment complétés ainsi que les pièces et informations suivantes:

- preuve de l'enregistrement/autorisation du transporteur
- la méthode envisagée pour l'élimination des résidus de déchets après valorisation*
- le volume des matières valorisées par rapport aux résidus et aux déchets non valorisables*
- la valeur estimée des matières valorisées*
- le coût de la valorisation et le coût de l'élimination des résidus de déchets*
- preuve que les dommages causés à des tiers sont couverts par une assurance en responsabilité
- copie du contrat conclu entre le notifiant et le destinataire, qui est effectif au moment de la notification
- copie du contrat entre le producteur, le nouveau producteur ou collecteur et le courtier/négociant si ce dernier est le notifiant
- original de la garantie financière et détail du calcul du montant de la garantie financière
- indication du type et de la durée de l'autorisation d'exploitation de l'installation de traitement
- copie de l'autorisation d'exploitation de l'installation de traitement
- informations concernant les mesures à prendre pour assurer la sûreté du transport
- description détaillée de l'itinéraire à utiliser avec indication de la distance totale et des routes utilisées en tant que texte et sur carte routière
- informations relatives au coût de transport
- analyse chimique de la composition des déchets
- description du procédé de production dont sont issus les déchets
- description du procédé de traitement de l'installation qui reçoit les déchets

* dans le cas d'une valorisation des déchets

4.0 Introduction de la notification

La notification doit être introduite auprès de l'autorité compétente d'expédition. L'autorité compétente luxembourgeoise est l'Administration de l'environnement. La notification doit être constituée d'un dossier de notification en original et en copie. En plus, une copie supplémentaire doit être jointe par autorité compétente de transit concernée par la notification en question. Dans le dossier de notification original, le formulaire de notification doit être revêtu d'une signature identifiable comme originale.

Remarque importante:

Lors de l'introduction du dossier de notification, le document de mouvement ne doit pas être signé.

5.0 Suivi du dossier de notification

5.1 Réception et transmission du dossier de notification par l'autorité compétente d'expédition

L'autorité compétente d'expédition transmet, si elle reçoit une notification en bonne et due forme, endéans les 3 jours ouvrables suivant la réception le dossier de notification original à l'autorité compétente de destination et des copies aux éventuelles autorités compétentes de transit en informant le notifiant de la transmission.

Si la notification n'est pas en bonne et due forme, l'autorité compétente d'expédition réclame endéans les 3 jours ouvrables suivant la réception des informations et documents au notifiant. Dans ce cas, l'autorité compétente dispose de 3 jours ouvrables suivant la réception des informations/documents demandés pour transmettre la notification.

Endéans les 3 jours ouvrables suivant la réception, l'autorité compétente d'expédition peut décider de ne pas transmettre une notification si elle a des objections à soulever à l'encontre des transferts. Dans ce cas, elle informe aussitôt le notifiant de sa décision et de ces objections.

Si endéans les 30 jours suivant la réception de la notification, l'autorité compétente d'expédition n'a pas transmis la notification, elle doit fournir une explication motivée au notifiant à la demande de celui-ci, sauf si la demande d'informations/documents supplémentaires n'a pas été répondue.

5.2 Réception du dossier de notification par les autorités compétentes concernées

Les autorités compétentes concernées peuvent, endéans les 3 jours ouvrables qui suivent la réception du dossier de notification demander des informations/documents supplémentaires au notifiant en informant également les autres autorités compétentes concernées. Dans ce cas, les autorités compétentes concernées doivent informer l'autorité compétente de destination endéans les 3 jours ouvrables qui suivent la réception des informations/documents demandés.

L'autorité compétente de destination transmet, si elle reçoit une notification en bonne et due forme, endéans les 3 jours ouvrables suivant la réception un accusé de réception au notifiant et des copies aux autres autorités compétentes concernées.

Si endéans les 30 jours suivant la réception de la notification, l'autorité compétente de destination n'a pas transmis l'accusé de réception, elle doit fournir une explication motivée au notifiant à la demande de celui-ci.

5.3 Prise de décision

Les autorités compétentes concernées disposent d'un délai de 30 jours à compter de la date de transmission de l'accusé de réception pour prendre par écrit l'une des décisions motivées suivantes:

- consentement sans conditions;
- consentement avec conditions;
- objections.

Si l'autorité compétente de transit n'a pas soulevé d'objections endéans les trente jours, il y a consentement tacite.

La décision doit être transmise au notifiant endéans les 30 jours qui suivent l'expédition de l'accusé de réception avec copies aux autres autorités compétentes concernées. Le consentement doit être effectué par les autorités compétentes en apposant dûment leur cachet, signature et date sur le document de notification.

6.0 Les transferts de déchets

Les transferts ne peuvent être effectués que si tous les consentements écrits (sauf pour autorité compétente de transit où un consentement tacite est possible) ont été reçus. En outre, les transferts ne peuvent avoir lieu que pendant la période couverte par tous les consentements requis.

6.1 Notification du transfert

Pour chaque transfert effectué sous le couvert d'un même dossier de notification, un document de mouvement, dûment complété et signé par le notifiant et le transporteur doit être transmis aux autorités compétentes concernées trois jours ouvrables avant le début du transfert en question. L'original du document de mouvement est remis au transporteur et le notifiant en conserve une copie.

6.2 Réception des déchets par le destinataire

Endéans les trois jours qui suivent la réception des déchets, l'installation de traitement/destination doit certifier sur le document de mouvement la réception des déchets et en envoyer une copie au notifiant et aux autorités compétentes concernées.

6.3 Certificat de valorisation/d'élimination

Dans le cas d'une opération de traitement final, le destinataire doit le plus vite possible mais au plus tard 30 jours après la fin du traitement et au plus tard une année civile après la réception des déchets, envoyer au notifiant et aux autorités compétentes concernées une copie du document de mouvement sur lequel il a certifié sous sa responsabilité le traitement des déchets. Le document original est conservé par le destinataire.

Dans le cas d'une opération de traitement intermédiaire, le destinataire doit le plus vite possible mais au plus tard 30 jours après la fin du traitement et au plus tard une année civile après la réception des déchets, envoyer au notifiant et aux autorités compétentes concernées une copie du document de mouvement sur lequel il a certifié sous sa responsabilité que l'opération de traitement intermédiaire a été menée à son terme.

Si le destinataire intermédiaire transmet les déchets à une installation pour un traitement ultérieur dans le pays de destination, il obtient le plus rapidement possible mais au plus tard une année civile après la livraison des déchets un certificat de cette installation attestant que l'opération de valorisation ou d'élimination finales a été menée à son terme. Il transmet rapidement les certificats applicables au notifiant et aux autorités compétentes concernées en indiquant sur les certificats les transferts de déchets auxquels ils se rapportent.

Si l'installation de traitement ultérieure se trouve dans le pays d'expédition initial, une nouvelle notification est effectuée.

Si l'installation de traitement ultérieure se trouve dans un pays tiers, une nouvelle notification est effectuée. Dans ce cas, l'autorité compétente du pays d'expédition initial est également concernée par la notification avec les mêmes droits que les autres autorités compétentes concernées.

7.0 Autorités compétentes

Pour le Luxembourg, l'autorité compétente est l'Administration de l'environnement. Les coordonnées des autorités compétentes des autres États membres de la CE peuvent être trouvées sur internet sous le lien suivant: <http://ec.europa.eu/environment/waste/shipments/lists.htm>.

8.0 La garantie financière

Le règlement (CE) N° 1013/2006 prévoit que la garantie financière couvre également les frais de stockage pour une durée de 90 jours. La formule pour calculer le montant de la garantie financière est la suivante:

Montant de la garantie financière = $(a + b + c) \times d \times h \times 1,2$
avec $h = g + 1$
et $g = e \times f$ (arrondi vers le bas)

a = coût de traitement par tonne
b = coût de transport par tonne
c = montant forfaitaire pour l'entreposage des déchets
d = quantité maximale par transport (en tonnes)
e = durée de traitement (en jours)
f = nombre de transferts par jour

Le tableau ci-joint reprend la valeur c de la formule:

Déchets	Valeur en Euro
déchets dangereux stockage à l'intérieur	140.-
déchets non dangereux stockage à l'intérieur	70.-
déchets dangereux stockage à l'extérieur	70.-
déchets non dangereux stockage à l'extérieur	35.-

La garantie financière peut avoir différentes formes. Les formes les plus usuelles au Luxembourg sont: la garantie bancaire, l'assurance et le dépôt en liquidités auprès de la Trésorerie de l'Etat. La garantie doit être établie au profit de l'autorité compétente d'expédition et valable au plus tard au début des transferts.

9.0 Transferts de déchets repris sur la liste verte destinés à une opération de valorisation

Le règlement (CE) N° 1013/2006 prévoit un formulaire spécifique pour le transfert des déchets repris sur la liste verte et destinés à une opération de valorisation. Contrairement au règlement (CEE) N° 259/93, ce formulaire doit être émis par l'autorité compétente d'expédition et un contrat entre la personne qui organise les transferts et le destinataire est obligatoire et doit être effectif avant les transferts. Des clauses obligatoires pour ce contrat sont reprises à l'article 18 paragraphe 2 du règlement (CE) N° 1013/2006. Ce contrat doit être fourni aux autorités compétentes sur leur demande.

Les transferts de déchets destinés à l'analyse en laboratoire en vue d'évaluer leurs caractéristiques physiques ou chimiques ou de déterminer dans quelle mesure ils se prêtent à des opérations de valorisation ou d'élimination peuvent également être transférés sous le couvert de ce document à condition que la quantité du déchet ne dépasse pas les 25 kg.

Le formulaire doit être signé par la personne qui organise les transferts avant le début des transferts. Le destinataire et l'installation de traitement respectivement le laboratoire doivent signer le document pour certifier la réception des déchets. L'installation de traitement respectivement le laboratoire doit en plus indiquer la quantité reçue et la date de réception.

10.0 Annexe I

Numéros Y

Les numéros Y peuvent être consultés dans la décision OCDE C(2001)107/Final sur le site internet de l'OCDE sous le lien suivant:

[http://appli1.oecd.org/olis/2001doc.nsf/linkto/c\(2001\)107-final](http://appli1.oecd.org/olis/2001doc.nsf/linkto/c(2001)107-final).

Voici la situation juin 2007.

APPENDICE 1 de la Décision C(2001)107/Final de l'OCDE: Catégories de déchets à contrôler

Flux de déchets:

- | | | | |
|------------|---|--|--|
| Y1 | Déchets cliniques provenant de soins médicaux dispensés dans des hôpitaux, centres médicaux et cliniques | Y15 | Déchets de caractère explosible non soumis à une législation différente |
| Y2 | Déchets issus de la production et de la préparation de produits pharmaceutiques | Y16 | Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de produits et matériels photographiques |
| Y3 | Déchets de médicaments et produits pharmaceutiques | Y17 | Déchets de traitements de surface des métaux et matières plastiques |
| Y4 | Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de biocides et de produits phyto-pharmaceutiques | Y18 | Résidus d'opérations d'élimination des déchets industriels |
| Y5 | Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation des produits de préservation du bois | Déchets ayant comme constituants: | |
| Y6 | Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de solvants organiques | Y19 | Métaux carbonyles |
| Y7 | Déchets cyanurés de traitements thermiques et d'opération de trempe | Y20 | Béryllium, composés du béryllium |
| Y8 | Déchets d'huiles minérales impropres à l'usage initialement prévu | Y21 | Composés du chrome hexavalent |
| Y9 | Mélanges et émulsions huile/eau ou hydrocarbure/eau | Y22 | Composés du cuivre |
| Y10 | Substances et articles contenant, ou contaminés par, des diphényles polychlorés (PCB), des terphényles polychlorés (PCT) ou des dyphényles bromés (PBB) | Y23 | Composés du zinc |
| Y11 | Résidus goudronneux de raffinage, de distillation ou de toute opération de pyrolyse | Y24 | Arsenic, composés de l'arsenic |
| Y12 | Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation d'encres, de colorants, de pigments, de peintures, de laques ou de vernis | Y25 | Sélénium, composés du sélénium |
| Y13 | Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de résines, de latex, de plastifiants, de colles ou adhésifs | Y26 | Cadmium, composés du cadmium |
| Y14 | Déchets de substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche, de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus | Y27 | Antimoine, composés de l'antimoine |
| | | Y28 | Tellure, composés du tellure |
| | | Y29 | Mercure, composés du mercure |
| | | Y30 | Thallium, composés du thallium |
| | | Y31 | Plomb, composés du plomb |
| | | Y32 | Composés inorganiques du fluor, à l'exclusion du fluorure de calcium |
| | | Y33 | Cyanures inorganiques |
| | | Y34 | Solutions acides ou acides sous forme solide |
| | | Y35 | Solutions basiques ou bases sous forme solide |
| | | Y36 | Amiante (poussières et fibres) |
| | | Y37 | Composés organiques du phosphore |
| | | Y38 | Cyanures organiques |
| | | Y39 | Phénols, composés phénolés, y compris les chlorophénols |
| | | Y40 | Éthers |
| | | Y41 | Solvants organiques halogénés |
| | | Y42 | Solvants organiques, sauf solvants halogénés |
| | | Y43 | Tout produit de la famille des dibenzofurannes polychlorés |

- Y44** Tout produit de la famille des dibenzoparadioxines polychlorés
- Y45** Composés organohalogénés autres que les matières figurant dans le présent Appendice (par exemple Y39, Y41, Y42, Y43, Y44)

Dans la liste reprise dans le document OCDE manquant cependant les codes suivants:

- Y46** Déchets ménagers collectés, sauf s'ils possèdent de façon appropriée une rubrique propre à l'annexe III
- Y47** Résidus provenant de l'incinération des déchets ménagers

11.0 Annexe II

Informations et documents accompagnant la notification

11.1 Informations à mentionner ou à joindre au document de notification

Le document de notification doit être complété intégralement à l'exception de la case 16 qui est à compléter éventuellement. Informations énumérées ci-dessous.

- Nom, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro d'enregistrement du (des) transporteur(s) prévu(s) et/ou de leurs agents et personne à contacter. **(case 8 / dans le cas de plusieurs transporteurs, veuillez indiquer à cette case "voir liste en annexe" et joignez une liste reprenant les informations demandés pour chaque transporteur)**
 - Moyen(s) de transport envisagé(s). **(case 8)**
 - Si le notifiant n'est pas le producteur: nom, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie du (des) producteur(s) et personne à contacter. **(case 9)**
 - Nom, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro d'enregistrement, de l'installation de valorisation ou d'élimination, personne à contacter, techniques qu'elle utilise et statut éventuel d'installation bénéficiant d'un consentement préalable au sens de l'article 14. **(case 10)**
 - Désignation de l'opération (ou des opérations) de valorisation ou d'élimination visée(s) aux annexes II A et II B de la directive 2006/12/CE. **(case 11)**
Si les déchets sont destinés à être valorisés: la méthode envisagée pour l'élimination des résidus de déchets après valorisation; le volume des matières valorisées par rapport aux résidus de déchets et aux déchets non valorisables; la valeur estimée des matières valorisées; le coût de la valorisation et le coût de l'élimination des résidus de déchets.
 - Dénomination du type de déchets dans la liste concernée, source(s), description, composition et caractéristiques de danger éventuelles. Dans le cas de déchets provenant de plusieurs sources, également un inventaire détaillé des déchets. **(cases 12, 13 et 14)**
 - Pays d'expédition et autorité compétente concernée. **(case 15 colonne 1)**
 - Pays de transit et autorités compétentes concernées. **(case 15 colonne 2)**
 - Pays de destination et autorité compétente concernée. **(case 15 colonne 3)**
 - Étapes d'acheminement prévues (points de sortie et d'entrée de chaque pays concerné, y compris les bureaux de douane d'entrée et/ou de sortie et/ou d'exportation de la Communauté) et itinéraire prévu (entre les points de sortie et d'entrée), y compris les variantes éventuelles, même en cas de circonstances imprévues. **(case 15 point c)**
 - Attestation par le notifiant que les informations sont exactes et établies de bonne foi. **(case 17)**
 - Lorsque le notifiant n'est pas le producteur conformément à l'article 2, point 15, a), i), le notifiant veille à ce que le producteur ou une des personnes indiquées à l'article 2, point 15, a), ii) ou iii), si possible, signe également le document de notification. **(case 17)**
- Nom, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro d'enregistrement du notifiant et personne à contacter. **(case 1)**
 - Nom, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie du (des) négociant(s) ou courtier(s) et personne à contacter, dans l'hypothèse où le notifiant l'a autorisé conformément à l'article 2, point 15. **(case 1)**
 - Nom, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro d'enregistrement du destinataire et personne à contacter. **(case 2)**
 - Notification unique ou générale. **(case 3 point A)**
 - Numéro de série ou autre type agréé d'identification du document de notification et nombre total de transferts prévus. **(cases 3 et 4)**
 - Quantité maximale estimée. **(case 5)**
 - Dates prévues pour le commencement et la fin du (des) transfert(s). La période demandée ne peut excéder une année civile. **(case 6)**
 - Type de conditionnement envisagé. **(case 7)**

En plus des informations fournies directement sur le document, les pièces et informations suivantes sont à fournir:

- Si les déchets sont destinés à faire l'objet d'une opération intermédiaire de valorisation ou d'élimination, il y a lieu de fournir ces mêmes informations à propos de toutes les installations dans lesquelles sont prévues des opérations ultérieures intermédiaires ou non intermédiaires de valorisation ou d'élimination.
- Si l'installation de valorisation ou d'élimination figure à l'annexe I, catégorie 5, de la directive 96/61/CE, il y a lieu de justifier d'une autorisation valable (par exemple par une déclaration certifiant son existence) délivrée conformément aux articles 4 et 5 de ladite directive.
- Preuve de l'enregistrement du (des) transporteur(s) pour le transport de déchets (par exemple, déclaration certifiant son existence).
- Preuve que les dommages causés aux tiers sont couverts par une assurance en responsabilité (par exemple, déclaration certifiant son existence).
- Preuve de l'existence d'un contrat (ou d'une déclaration certifiant son existence) qui a été conclu et est effectif entre le notifiant et le destinataire, au moment de la notification, en ce qui concerne la valorisation ou l'élimination des déchets, tel qu'exigé par l'article 4, alinéa 2, point 4, et l'article 5.
- Une copie du contrat ou la preuve de l'existence du contrat (ou une déclaration certifiant son existence) entre le producteur, le nouveau producteur ou collecteur et le courtier ou négociant, lorsque le courtier ou négociant agit comme notifiant.
- Preuve de l'existence d'une garantie financière ou d'une assurance équivalente (ou déclaration certifiant son existence, si l'autorité compétente l'autorise) qui a été souscrite et est effective au moment de la notification ou, si l'autorité compétente qui approuve la garantie financière ou l'assurance équivalente le permet, au plus tard lorsque le transfert commence, conformément à l'article 4, alinéa 2, point 5, et à l'article 6.

11.2 Informations à mentionner ou à joindre au document de mouvement

Le document de mouvement doit être complété aux cas 1, 3, 4, 7, 8 (si transporteur unique), 9 (si producteur unique), 10, 11, 12, 13, 14 et 16 (éventuellement).

Les informations ci-dessous ne doivent être complétées qu'au moment de la pré-notification du transfert en question.

- Numéro de série et nombre total de transferts. **(case 2)**
- Quantité de déchets transportés. **(case 5)**
- Date de départ du transfert. **(case 6)**
- Type de conditionnement. **(case 7)**

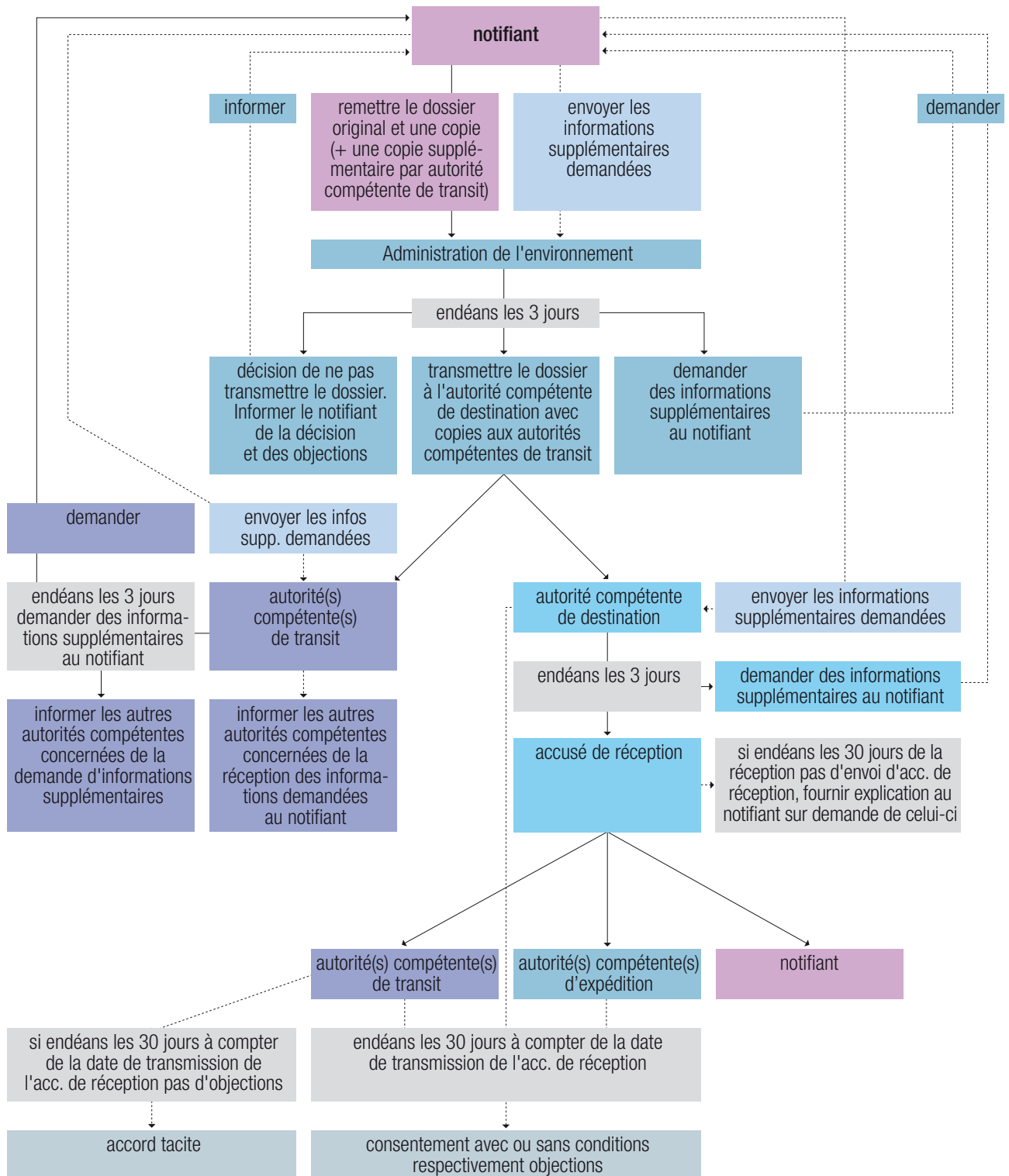
- Nom, adresses postale et électronique, numéros de téléphone et de télécopie du (des) transporteur(s). **(case 8 point a et le cas échéant points b et c)**
- Moyen(s) de transport. **(case 8 point a et le cas échéant points b et c)**
- Signatures appropriées requises de chaque détenteur successif des déchets. **(case 8)**
- Déclaration du notifiant attestant de ce que tous les consentements nécessaires par les autorités compétentes des pays concernés ont été obtenus. Ladite déclaration doit être signée par le notifiant. **(case 15)**
- Toute précaution spéciale à prendre par le(s) transporteur(s).

11.3 Informations et documents supplémentaires susceptibles d'être réclamés par les autorités compétentes

- Le type et la durée de l'autorisation d'exploitation dont l'installation de valorisation ou d'élimination est titulaire.
- Copie de l'autorisation délivrée conformément aux articles 4 et 5 de la directive 96/61/CE.
- Informations concernant les mesures à prendre pour assurer la sûreté du transport.
- La (les) distance(s) de transport entre le notifiant et l'installation, y compris pour les itinéraires de rechange éventuels, même en cas de circonstances imprévues et, en cas de transport intermodal, le lieu où le transbordement aura lieu.
- Informations relatives au coût du transport entre le notifiant et l'installation.
- Copie de l'enregistrement du (des) transporteur(s) relatif au transport de déchets.
- Analyse chimique de la composition des déchets.
- Description du procédé de production dont sont issus les déchets.
- Description du procédé de traitement de l'installation qui reçoit les déchets.
- La garantie financière ou l'assurance équivalente ou une copie de celles-ci.
- Informations concernant le calcul de la garantie financière ou de l'assurance équivalente prévue à l'article 4, alinéa 2, point 5, et à l'article 6.
- Copie des contrats visés à la partie 1.
- Copie de la police d'assurance en responsabilité pour les dommages causés aux tiers.
- Toute autre information pertinente dans le cadre de l'examen de la notification conformément au présent règlement et à la législation nationale.

12.0 Annexe III

Diagramme de la procédure de notification

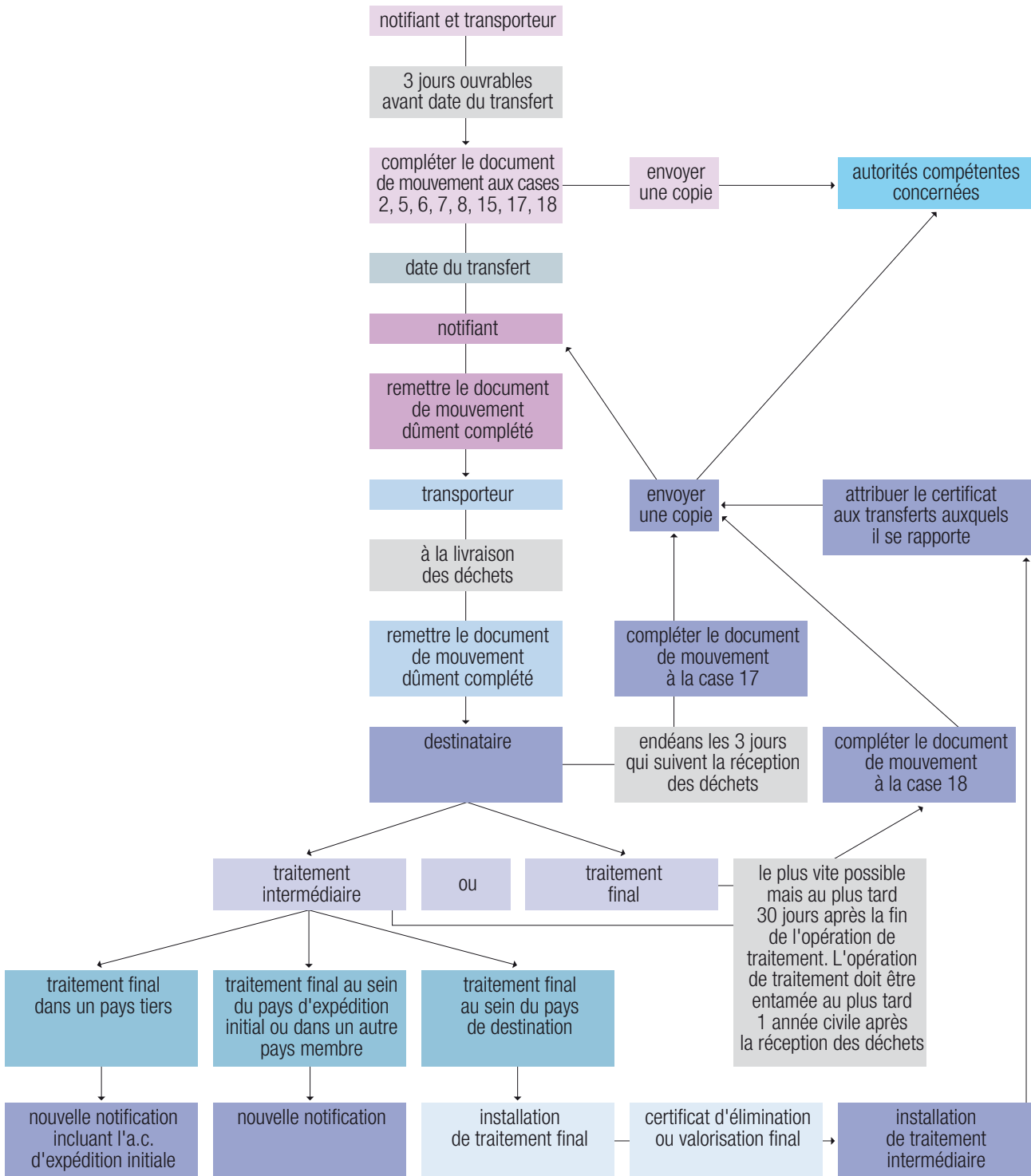


Légende



13.0 Annexe IV

Diagramme pré-notification des transferts de déchets



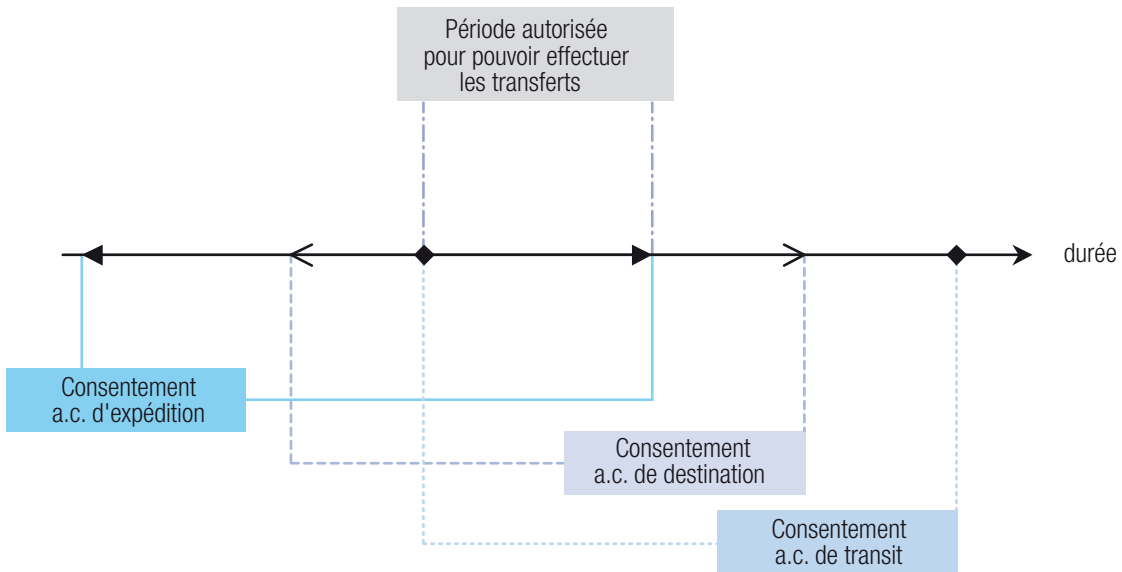
Légende

notifiant et transporteur	délai	autorités compétentes
notifiant	transporteur	destinataire

14.0 Annexe V

Diagramme de la période pendant laquelle les transferts peuvent être effectués

Lorsque les consentements émis par les autorités compétentes concernées ont des durées de validité différentes, les transferts ne peuvent être effectués que pendant la période pendant laquelle tous les consentements sont valables.



15.0 Annexe VI

Liste verte des déchets

(situation juin 2007)

- B1010** Déchets de métaux et leurs alliages sous forme métallique, non susceptible de dispersion:
- Métaux précieux (or, argent, métaux du groupe du platine, mais pas le mercure) - Débris de fer et d'acier - Débris de cuivre - Débris de nickel - Débris d'aluminium - Débris de zinc - Débris d'étain - Débris de tungstène - Débris de molybdène - Débris de tantale - Débris de magnésium - Débris de cobalt - Débris de bismuth - Débris de titane - Débris de zirconium - Débris de manganèse - Débris de germanium - Débris de vanadium - Débris d'hafnium, indium, niobium, rhénium et gallium - Débris de thorium - Débris de terres rares - Débris de chrome
- B1020** Débris métalliques (y compris alliages), propres, non contaminés, sous forme de produits finis (feuilles, tôles, poutrelles, fil machine, etc.) des métaux suivants: - antimoine - béryllium - cadmium - plomb (à l'exclusion des accumulateurs au plomb et à l'acide) - sélénium - tellure
- B1030** Métaux réfractaires contenant des résidus
- B1031** Déchets métalliques et déchets constitués d'alliages d'un ou plusieurs des métaux suivants: molybdène, tungstène, titane, tantale, niobium et rhénium sous forme métallique, non susceptible de dispersion (poudre de métal), à l'exception des déchets spécifiés sur les listes A 1050 Boues de galvanisation
- B1040** Débris d'assemblages provenant de la production d'énergie électrique non contaminés par de l'huile lubrifiante, du PCB ou du PCT dans une proportion qui les rendrait dangereux
- B1050** Débris (fraction lourde) de métaux non ferreux mélangés, ne contenant pas de matières visées à l'annexe I à des concentrations suffisantes pour présenter des caractéristiques énumérées à l'annexe III
- B1060** Déchets de sélénium et de tellure sous forme métallique élémentaire, y compris à l'état pulvérulent
- B1070** Déchets de cuivre et d'alliages de cuivre sous forme susceptible de dispersion, excepté s'ils contiennent des constituants visés à l'annexe I dans une proportion qui leur confère des caractéristiques de danger énumérées à l'annexe III
- B1080** Cendres et résidus de zinc, y compris résidus d'alliages de zinc sous forme susceptible de dispersion, excepté s'ils contiennent des constituants visés à l'annexe I à des concentrations qui leur confèrent des caractéristiques énumérées à l'annexe III, ou s'ils présentent la caractéristique de danger H4.3
- B1090** Accumulateurs usagés conformes à une spécification, à l'exclusion de ceux au plomb, au cadmium ou au mercure
- B1100** Déchets contenant des métaux et provenant de la fonte, de la fusion et de l'affinage des métaux:
- Mattes de galvanisation - Écumes et drosses de zinc: - Mattes de surface de la galvanisation (> 90 % Zn) - Mattes de fond de la galvanisation (> 92 % Zn) - Drosses de fonderie sous pression (> 85 % Zn) - Drosses de la galvanisation à chaud (procédé discontinu) (> 92 % Zn) - Résidus provenant de l'écumage du zinc - Résidus provenant de l'écumage de l'aluminium (ou écumes), à l'exclusion des scories salées - Déchets de revêtements réfractaires, y compris les creusets, issus de la fonte de cuivre - Scories provenant du traitement des métaux précieux, destinées à un affinage ultérieur - Scories d'étain contenant du tantale et ayant une teneur en étain inférieure à 0,5 %
- B1115** Déchets de câbles métalliques revêtus de matières plastiques ou isolés par des matières plastiques, non inscrits à la rubrique A1190, à l'exclusion de ceux qui sont destinés à des opérations visées à l'annexe IV A ou à toute autre opération d'élimination impliquant, à un stade quelconque, un procédé thermique non contrôlé, tel que le brûlage à l'air libre
- B1120** Catalyseurs usagés à l'exclusion des liquides employés comme catalyseurs, contenant:
- Métaux de transition, excepté déchets de catalyseurs (catalyseurs usagés, catalyseurs liquides usagés ou autres catalyseurs) figurant sur la liste A scandium vanadium manganèse cobalt cuivre yttrium niobium hafnium tungstène titane chrome fer nickel zinc zirconium molybdène tantale rhénium - Lanthanides (métaux de terres rares): lanthane praséodyme samarium gadolinium dysprosium erbium ytterbium cérium néodyme europium terbium holmium thulium lutécium
- B1130** Catalyseurs usagés nettoyés contenant des métaux précieux
- B1140** Résidus de métaux précieux sous forme solide contenant des traces de cyanures inorganiques
- B1150** Déchets de métaux précieux et alliages (or, argent, groupe du platine, mais pas le mercure) sous forme non liquide, susceptible de dispersion, avec l'emballage et l'étiquetage appropriés
- B1160** Cendres de métaux précieux provenant de l'incinération de circuits imprimés (voir l'entrée correspondante sur la liste A, A1150)
- B1170** Cendres de métaux précieux provenant de l'incinération de pellicules photographiques
- B1180** Déchets de pellicules photographiques contenant des halogénures d'argent et de l'argent métallique
- B1190** Déchets de papiers photographiques contenant des halogénures d'argent et de l'argent métallique

- B1200** Laitier granulé provenant de la fabrication du fer et de l'acier
- B1210** Scories provenant de la fabrication du fer ou de l'acier, y compris les scories utilisées comme source de dioxyde de titane et de vanadium
- B1220** Scories de la production du zinc, stabilisées chimiquement, présentant une teneur élevée en fer (plus de 20 %) et traitées conformément aux spécifications industrielles (par exemple DIN 4301), principalement destinées à la construction
- B1230** Copeaux de fraisage provenant de la fabrication du fer et de l'acier
- B1240** Copeaux de fraisage d'oxyde de cuivre
- B1250** Véhicules à moteur en fin de vie ne contenant ni liquides ni autres éléments dangereux
- B2010** Déchets d'opérations minières, sous forme non susceptible de dispersion: - Déchets de graphite naturel - Déchets d'ardoise, même dégrossie ou simplement débitée, par sciage ou autrement - Déchets de mica - Déchets de leucite, néphéline et néphéline syénite - Déchets de feldspath - Déchets de spath fluor - Déchets de silicium sous forme solide, à l'exclusion de ceux utilisés dans les opérations de fonderie
- B2020** Déchets de verre sous forme non susceptible de dispersion: - Calcin et autres déchets et débris de verre, à l'exception du verre provenant de tubes cathodiques et autres verres activés
- B2030** Déchets de céramiques sous forme non susceptible de dispersion: - Déchets et débris de cermets (composites à base de céramique et de métal) - Fibres à base de céramique, non dénommées ni comprises ailleurs
- B2040** Autres déchets contenant principalement des constituants inorganiques: - Sulfate de calcium partiellement raffiné et provenant de la désulfuration des fumées - Déchets d'enduits ou de plaques au plâtre provenant de la démolition de bâtiments - Scories provenant de la production du cuivre, chimiquement stabilisées, contenant une quantité importante de fer (supérieure à 20 %) et traitées conformément aux spécifications industrielles (c'est-à-dire DIN 4301 et DIN 8201), destinées principalement à la construction et aux applications abrasives - Soufre sous forme solide - Carbonate de calcium provenant de la production de cyanamide de calcium (ayant un pH inférieur à 9) - Chlorures de sodium, de potassium et de calcium - Carborundum (carbure de silicium) - Débris de béton - Grosil et résidus de cristaux contenant du lithium et du tantale ou du lithium et du niobium
- B2060** Carbone actif usagé ne contenant pas d'éléments de l'annexe I dans une proportion telle qu'ils présentent des caractéristiques de l'annexe III, par exemple carbone provenant du traitement de l'eau potable et de procédés de l'industrie alimentaire et de la production de vitamines (voir rubrique correspondante de la liste A, A4160)
- B2070** Boues de fluorure de calcium
- B2080** Déchets de gypse provenant de traitements chimiques industriels non inclus sur la liste A (voir l'entrée correspondante sur la liste A, A2040)
- B2090** Anodes usagées de coke de pétrole et/ou de bitume de pétrole provenant de la fabrication d'acier ou d'aluminium, et nettoyées conformément aux spécifications industrielles normales (à l'exclusion des anodes usagées issues de l'électrolyse des chlorures alcalins et de l'industrie métallurgique)
- B2100** Déchets d'hydrates d'aluminium, déchets d'alumine et résidus de la production de l'alumine, à l'exclusion des matières utilisées dans les procédés d'épuration des gaz, de floculation ou de filtration
- B2110** Résidus de bauxite ("boue rouge") (pH modéré jusqu'à 11,5 au maximum)
- B2120** Déchets de solutions acides ou basiques d'un pH supérieur à 2 et inférieur à 11,5, non corrosives et ne présentant pas d'autre danger (voir l'entrée correspondante sur la liste A, A4090)
- B2130** Matières bitumineuses (déchets d'asphalte) provenant de la construction et de l'entretien des routes ne contenant pas de goudron (voir rubrique correspondante de la liste A, A3200)
- B3010** Déchets de matières plastiques sous forme solide: Les matières plastiques ou mélanges de matières plastiques suivants, à condition qu'ils ne soient pas mélangés à d'autres déchets et soient préparés conformément à une spécification: - Débris de polymères et copolymères non halogénés, comprenant, mais non limité à: - éthylène - styrène - polypropylène - téréphtalate de polyéthylène - acrylonitrile - butadiène - polyacétals - polyamides - téréphtalate de polybutylène - polycarbonates - polyéthers - sulfures de polyphénylène - polymères acryliques - alcanes C10-C13 (plastifiant) - polyuréthane (ne contenant pas de CFC) - polysiloxanes - polyméthacrylate de méthyle - alcool polyvinylique - butyral de polyvinyle - acétate polyvinylique - Déchets de résines ou produits de condensation polymérisés, comprenant: - résines uréiques de formaldéhyde - résines phénoliques de formaldéhyde - résines mélaminiques de formaldéhyde - résines époxydes - résines alkydes - polyamides Les déchets de polymères fluorés suivants: - perfluoroéthylène-propylène (FEP) - alcane alcoyle perfluoré - tétrafluoroéthylène/éther de vinyle perfluoré (PFA) - tétrafluoroéthylène/éther de méthylvinyl perfluoré (MFA) - fluorure de polyvinyle (PVF) - fluorure de polyvinylidène (PVDF) - tétrafluoroéthylène

- B3020** Déchets de papier, de carton et de produits de papier. Les matières suivantes, à condition qu'elles ne soient pas mélangées à des déchets dangereux: Déchets et rebuts de papier ou de carton: - de papiers ou cartons écrus ou de papiers ou cartons ondulés - d'autres papiers ou cartons obtenus principalement à partir de pâte chimique blanchie, non colorés dans la masse - de papiers ou cartons obtenus principalement à partir de pâte mécanique (journaux, périodiques et imprimés similaires, par exemple) - autres, comprenant et non limités aux: 1) cartons contrecollés; 2) rebuts non triés
- B3030** Déchets de matières textiles. Les matières suivantes, à condition qu'elles ne soient pas mélangées à d'autres déchets et soient préparées conformément à une spécification: - Déchets de soie (y compris les cocons non dévidables, les déchets de fils et les effilochés): - non cardés ni peignés - autres - Déchets de laine ou de poils fins ou grossiers, y compris les déchets de fils mais à l'exclusion des effilochés: - blouses de laine ou de poils fins - autres déchets de laine ou de poils fins - déchets de poils grossiers - Déchets de coton (y compris les déchets de fils et les effilochés): - déchets de fils - effilochés - autres - Étoupes et déchets de lin - Étoupes et déchets (y compris les déchets de fils et les effilochés) de chanvre (*Cannabis sativa* L.) - Étoupes et déchets (y compris les déchets de fils et les effilochés) de jute et autres fibres textiles libériennes (à l'exclusion du lin, du chanvre et de la ramie) - Étoupes et déchets (y compris les déchets de fils et les effilochés) de sisal et autres fibres textiles du genre Agave - Étoupes et déchets (y compris les déchets de fils et les effilochés) de coco - Étoupes et déchets (y compris les déchets de fils et les effilochés) d'abaca (chanvre de Manille ou *Musa textilis* Nee) - Étoupes et déchets (y compris les déchets de fils et les effilochés) de ramie et autres fibres textiles végétales non dénommés ni compris ailleurs - Déchets de fibres synthétiques ou artificielles (y compris les blouses, les déchets de fils et les effilochés): - de fibres synthétiques - de fibres artificielles - Articles de friperie - Chiffons, ficelles, cordes et cordages, en matières textiles, sous forme de déchets ou d'articles hors d'usage: - triés - autres
- B3035** Déchets de revêtements de sols en textile, tapis
- B3040** Déchets de caoutchouc. Les matières suivantes, à condition qu'elles ne soient pas mélangées à d'autres déchets: - Déchets et débris de caoutchouc durci (ébonite, par exemple) - Autres déchets de caoutchouc (à l'exclusion des déchets spécifiés ailleurs)
- B3050** Déchets de liège et de bois non traités: - Sciures, déchets et débris de bois, même agglomérés sous forme de bûches, briquettes, boulettes ou sous formes similaires - Déchets de liège: liège concassé, granulé ou pulvérisé
- B3060** Déchets issus des industries alimentaires et agro-alimentaires, à condition qu'ils soient non infectieux: - Lies de vin - Matières végétales et déchets végétaux, résidus et sous-produits végétaux, séchés et stérilisés, même agglomérés sous forme de pellets, des types utilisés pour l'alimentation des animaux non dénommés ni compris ailleurs - Dégras; résidus provenant du traitement des corps gras ou des cires animales ou végétales - Déchets d'os et de cornillons, bruts, dégraissés, simplement préparés (mais non découpés en forme), acidulés ou dégelatinés - Déchets de poissons - Coques, pellicules (pelures) et autres déchets de cacao - Autres déchets provenant de l'industrie agro-alimentaire à l'exclusion des sous-produits qui respectent les prescriptions et normes imposées aux niveaux national et international pour l'alimentation humaine ou animale
- B3065** Déchets de graisses et d'huiles comestibles d'origine animale ou végétale (par exemple huiles de friture), à condition qu'elles n'aient aucune des caractéristiques de l'annexe III
- B3070** Les déchets suivants: - Déchets de cheveux - Déchets de paille - Mycélium de champignon désactivé provenant de la production de la pénicilline, utilisé pour l'alimentation des animaux
- B3080** Déchets, débris et rognures de caoutchouc
- B3090** Rognures et autres déchets de cuirs ou de peaux préparés ou de cuir reconstitué, non utilisables pour la fabrication d'ouvrages en cuir, à l'exclusion des boues de cuir, ne contenant pas de composés du chrome hexavalent ni de biocides (voir l'entrée correspondante sur la liste A, A3100)
- B3100** Sciure, cendre, boue ou farine de cuir ne contenant pas de composés du chrome hexavalent ni de biocides (voir l'entrée correspondante sur la liste A, A3090)
- B3110** Déchets de pelleterie ne contenant pas de composés du chlore hexavalent, de biocides ou de substances infectieuses (voir l'entrée correspondante sur la liste A, A3110)
- B3120** Déchets consistant en colorants alimentaires
- B3130** Déchets d'éthers polymères et éthers monomères non dangereux incapables de former des peroxydes
- B3140** Pneumatiques usagés, à l'exclusion de ceux destinés aux opérations visées à l'annexe IV A
- B4010** Déchets consistant principalement en peintures à l'eau/latex, encres et vernis durcis ne contenant pas de solvants organiques, de métaux lourds ou de biocides dans une proportion qui les rendrait dangereux (voir l'entrée correspondante sur la liste A, A4070)

- B4020** Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de résines, de latex, de plastifiants, de colles et adhésifs, non inclus dans la liste A, ne contenant pas de solvants ni d'autres contaminants dans une proportion qui leur conférerait une des caractéristiques de danger énumérées à l'annexe III, par exemple à base d'eau, ou colles à base d'amidon de caséine, de dextrine, éthers de cellulose, alcools polyvinyliques (voir l'entrée correspondante sur la liste A, A3050)
- B4030** Appareils photographiques jetables usagés, avec piles non incluses sur la liste A
- GB040** Scories provenant du traitement des métaux précieux et du cuivre, destinées à un affinage ultérieur
- GC010** Déchets issus d'assemblages électriques consistant uniquement en métaux ou alliages
- GC020** Débris d'équipements électroniques (tels que circuits imprimés, composants électroniques, fils de câblage, etc.) et composants électroniques récupérés dont il est possible d'extraire des métaux communs et précieux
- GC030** Bateaux et autres engins flottants à démanteler, convenablement vidés de toute cargaison et de tout matériau ayant servi à leur fonctionnement qui pourraient avoir été classés comme substances ou déchets dangereux
- GC050** Catalyseurs usagés de cracking à lit fluidisé (oxyde d'aluminium, zéolithes, par exemple)
- GE020** Déchets de fibre de verre
- GF010** Déchets de produits céramiques qui ont été cuits après avoir été mis en forme ou façonnés, y compris les récipients de céramique (avant et/ou après utilisation)
- GG030** Cendres lourdes et mâchefers de centrales électriques au charbon
- GG040** Cendres volantes de centrales électriques au charbon
- GH013** Polymères du chlorure de vinyle
- GN010** Déchets de soies de porc ou de sanglier, de poils de blaireau et d'autres poils pour la broserie
- GN020** Déchets de crins, même en nappes avec ou sans support
- GN030** Déchets de peaux et d'autres parties d'oiseaux revêtues de leurs plumes ou de leur duvet, de plumes et de parties de plumes (même rognées), de duvet, bruts ou simplement nettoyés, désinfectés ou traités en vue de leur conservation

16.0 Annexe VII

Liste orange des déchets (situation juin 2007)

- A1010** Déchets de métaux et déchets consistant en alliages des métaux suivants: - Antimoine - Arsenic - Béryllium - Cadmium - Plomb - Mercure - Sélénium - Tellure - Thallium mais à l'exclusion des déchets spécifiquement cités dans la liste B
- A1020** Déchets, à l'exclusion des déchets métalliques sous forme massive, ayant comme constituants ou contaminants: - Antimoine; composés de l'antimoine - Béryllium; composés du béryllium - Cadmium; composés du cadmium - Plomb; composés du plomb - Sélénium; composés du sélénium - Tellure; composés du tellure
- A1030** Déchets ayant comme constituants ou contaminants - Arsenic; composés de l'arsenic - Mercure; composés du mercure - Thallium; composés du thallium
- A1040** Déchets ayant comme constituants: - Métaux carbonyles - Composés du chrome hexavalent
- A1050** Boues de galvanisation
- A1060** Liqueurs provenant du décapage des métaux
- A1070** Résidus de lixiviation du traitement du zinc, poussières et boues telles que jarosite, hématite, etc.
- A1080** Résidus de zinc non inclus sur la liste B, contenant du plomb et du cadmium à des concentrations suffisantes pour qu'ils présentent des caractéristiques de danger énumérées à l'annexe III
- A1090** Cendres provenant de l'incinération de fil de cuivre isolé
- A1100** Poussières et résidus de systèmes d'épuration des gaz de fonderies de cuivre
- A1110** Solutions électrolytiques usagées des procédés d'affinage électrolytique et d'électrorécupération du cuivre
- A1120** Boues, à l'exclusion des boues anodiques, provenant de systèmes de purification de l'électrolyte dans les procédés d'affinage électrolytique et d'électrorécupération du cuivre
- A1130** Solutions corrosives contenant du cuivre dissous
- A1140** Catalyseurs au chlorure cuivrique et au cyanure de cuivre usagés

A1150	Cendres de métaux précieux provenant de l'incinération de circuits imprimés, non inclus sur la liste B	A3080	Déchets d'éthers, à l'exclusion de ceux spécifiés sur la liste B
A1160	Accumulateurs électriques au plomb et à l'acide usagés, entiers ou concassés	A3090	Déchets de sciure, cendre, boue et farine de cuir, lorsqu'ils contiennent des composés du chrome hexavalent ou des biocides (voir l'entrée correspondante dans la liste B, B3100)
A1170	Accumulateurs usagés non triés, à l'exclusion des mélanges ne contenant que des accumulateurs figurant sur la liste B. Accumulateurs usagés non spécifiés sur la liste B contenant des constituants figurant à l'annexe I dans une proportion qui les rend dangereux	A3100	Rognures et autres déchets de cuirs ou de cuir reconstitué, non utilisables pour la fabrication d'ouvrages en cuir, contenant des composés du chrome hexavalent ou des biocides (voir l'entrée correspondante sur la liste B, B3090)
A1190	Déchets de câbles métalliques revêtus de matières plastiques ou isolés par des matières plastiques, ou contaminés par du goudron, des PCB du plomb, du cadmium, d'autres composés organohalogénés ou d'autres constituants de l'annexe I, ou contaminés par ces produits, au point de présenter les caractéristiques de l'annexe III	A3110	Déchets de pelletterie contenant des composés du chrome hexavalent, des biocides ou des substances infectieuses (voir l'entrée correspondante sur la liste B, B3110)
A2010	Déchets de verre de tubes cathodiques et autres verres activés	A3120	Résidus de broyage automobile (fraction légère: peluche, étoffe, déchets de plastique...)
A2020	Composés inorganiques du fluor sous forme de liquides ou de boues, à l'exclusion des déchets spécifiés sur la liste B	A3130	Déchets de composés organiques du phosphore
A2030	Catalyseurs usagés, à l'exclusion des déchets spécifiés sur la liste B	A3140	Déchets de solvants organiques non halogénés, à l'exclusion des déchets spécifiés sur la liste B
A2040	Déchets de gypse provenant de traitements chimiques industriels, lorsqu'ils contiennent des constituants figurant à l'annexe I dans une proportion qui leur confère une des caractéristiques de danger énumérées à l'annexe III (voir l'entrée correspondante sur la liste B, B2080)	A3150	Déchets de solvants organiques halogénés
A2050	Déchets d'amiante (poussières et fibres)	A3160	Résidus de distillation non aqueux, halogénés ou non halogénés, issus d'opérations de récupération de solvants organiques
A3010	Résidus de la production ou du traitement du coke et du bitume de pétrole	A3170	Déchets provenant de la production d'hydrocarbures aliphatiques halogénés (comme les chlorométhane, le dichloréthane, le chlorure de vinyle, le chlorure de vinylidène, le chlorure d'allyle et l'épichlorhydrine)
A3020	Déchets d'huiles minérales impropres à l'usage initialement prévu	A3180	Déchets, substances et articles contenant, consistant en, ou contaminés par des diphenyles polychlorés (PCB), des terphenyles polychlorés (PCT), des naphthalènes polychlorés (PCN) ou des diphenyles polybromés (PBB), ou tout composé polybromé analogue ayant une concentration égale ou supérieure à 50 mg/kg
A3030	Déchets contenant, consistant en, ou contaminés par des boues de composés antidétonants au plomb	A3190	Résidus goudronneux (excepté ciments asphaltiques) de raffinage, de distillation ou de toute opération de pyrolyse de matières organiques
A3040	Déchets de fluides thermiques (transfert calorifique)	A3200	Matières bitumineuses (déchets d'asphalte) provenant de la construction et de l'entretien des routes contenant du goudron (voir rubrique correspondante de la liste B B2130)
A3050	Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de résines, de latex, de plastifiants, de colles et adhésifs à l'exclusion des déchets spécifiés sur la liste B (voir l'entrée correspondante sur la liste B, B4020)	A4010	Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de produits pharmaceutiques, à l'exclusion des déchets spécifiés sur la liste B
A3060	Déchets de nitrocellulose	A4020	Déchets hospitaliers et apparentés, c'est-à-dire les déchets résultant des pratiques médicale, infirmière, dentaire, vétérinaire ou autres pratiques similaires, et les déchets produits dans les hôpitaux ou autres infrastructures dans le cadre des investigations cliniques ou du traitement des patients, ou des projets de recherche
A3070	Déchets de phénols, composés phénolés y compris les chlorophénols, sous forme de liquides ou de boues		

A4030	Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de biocides et de produits phytopharmaceutiques, y compris les déchets de pesticides et herbicides qui sont hors normes, périmés, ou impropres à l'usage initialement prévu	A4160	Charbon actif usagé non inclus sur la liste B (voir l'entrée correspondante sur la liste B, B2060)
A4040	Déchets issus de la fabrication, de la préparation et de l'utilisation des produits de préservation du bois	AA010	Laitiers, battitures et autres déchets de la fabrication du fer et de l'acier
A4050	Déchets contenant, consistant en, ou contaminés par l'une des substances ci-après: - Cyanures inorganiques, excepté les résidus de métaux précieux sous forme solide contenant des traces de cyanures inorganiques - Cyanures organiques	AA060	Cendres et résidus de vanadium
A4060	Mélanges et émulsions huile/eau ou hydrocarbures/eau	AA190	Déchets et débris de magnésium qui sont inflammables, pyrophoriques ou qui émettent, au contact de l'eau, des quantités dangereuses de gaz inflammables
A4070	Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation d'encres, de colorants, de pigments, de peintures, de laques ou de vernis, à l'exclusion des déchets spécifiés sur la liste B (voir l'entrée correspondante sur la liste B, B4010)	AB030	Déchets issus du traitement de surface des métaux à l'aide de produits non cyanurés
A4080	Déchets de caractère explosible, à l'exclusion des déchets spécifiés dans la liste B	AB070	Sables utilisés dans les opérations de fonderie
A4090	Déchets de solutions acides ou basiques, autres que celles spécifiées dans l'entrée correspondante de la liste B (voir l'entrée correspondante sur la liste B, B2120)	AB120	Composés inorganiques d'halogénure, non dénommés ni compris ailleurs
A4100	Déchets provenant des installations de contrôle de la pollution industrielle, pour l'épuration des rejets gazeux, à l'exclusion des déchets spécifiés sur la liste B	AB130	Résidus des opérations de sablage
A4110	Déchets contenant, consistant en, ou contaminés par l'une des substances ci-après: - tout produit de la famille des dibenzofuranes polychlorés - tout produit de la famille des dibenzoparadioxines polychlorées	AB150	Sulfite de calcium et sulfate de calcium non raffinés provenant de la désulfuration des fumées
A4120	Déchets contenant, consistant en, ou contaminés par des peroxydes	AC060	Fluides hydrauliques
A4130	Déchets d'emballages et récipients contenant des substances figurant à l'annexe I à des concentrations suffisantes pour présenter des caractéristiques de danger énumérées à l'annexe III	AC070	Liquides de freins
A4140	Déchets consistant en, ou contenant, des produits chimiques hors normes ou périmés correspondant aux catégories figurant à l'annexe I et présentant des caractéristiques de danger énumérées à l'annexe III	AC080	Fluides antigel
A4150	Déchets de substances chimiques provenant d'activités de recherche et développement ou d'enseignement qui ne sont pas identifiés et/ou sont nouveaux et dont les effets sur l'homme et/ou l'environnement ne sont pas connus	AC150	Hydrocarbures chlorofluorés
		AC160	Halons
		AC170	Déchets de liège et de bois traités
		AC250	Agents tensioactifs (surfactants)
		AC260	Lisier de porc; excréments
		AC270	Boues d'égouts
		AD090	Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de produits et matériels reprographiques et photographiques, non dénommés ni compris ailleurs
		AD100	Déchets issus du traitement de surface des matières plastiques à l'aide de produits non cyanurés
		AD120	Résines échangeuses d'ions
		AD150	Substances organiques d'origine naturelle utilisées comme milieu filtrant (membranes filtrantes usagées, par exemple)
		RB020	Fibres de céramique possédant des propriétés physico-chimiques similaires à celles de l'amiante
		Y46	Déchets ménagers collectés, sauf s'ils possèdent de façon appropriée une rubrique propre à l'annexe III
		Y47	Résidus provenant de l'incinération des déchets ménagers

17.0 Annexe VIII

Document de notification

Document de notification - Mouvements/transferts transfrontières de déchets

1. Exportateur - Notifiant N° d'enregistrement: : Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:		3. N° de notification: LU Notification concernant A.(i) Transfert unique: <input type="checkbox"/> (ii) Transferts multiples: <input type="checkbox"/> B.(i) Élimination (1): <input type="checkbox"/> (ii) Valorisation: <input type="checkbox"/> C. Installation de valorisation bénéficiant d'un consentement préalable (2;3) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>													
2. Importateur - Destinataire N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:		4. Nombre total de transferts prévus: 5. Quantité totale prévue (4): Tonnes (Mg): m ³ :													
8. Transporteur(s) prévu(s) N° d'enregistrement: Nom (7): Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Moyen de transport (5):		6. Période prévue pour le(s) transfert(s) (4): Premier départ: Dernier départ: 7. Type(s) de conditionnement(5): Prescriptions spéciales de manutention (6): Oui: <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>													
9. Producteur(s) des déchets (1;7;8) N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Lieu et procédé de production (6)		11. Opération(s) d'élimination/de valorisation(2) Code D/Code R (5) : Technique utilisée (6): Motif de l'exportation (1;6):													
10. Installation d'élimination (2): <input type="checkbox"/> Ou installation de valorisation (2): <input type="checkbox"/> N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Lieu effectif de l'élimination/de la valorisation		12. Dénomination et composition des déchets (6): 13. Caractéristiques physiques (5):													
14. Identification des déchets (indiquer les codes correspondants) (i) Convention de Bâle - annexe VIII (ou IX d'il y a lieu): (ii) Code OCDE (si différent de (i)): (iii) Liste des déchets de la CE: (iv) Code national dans le pays d'exportation: (v) Code national dans le pays d'importation: (vi) Autre (préciser): (vii) Code Y (viii) Code H (5): (ix) Classe ONU (5): (x) N° d'identification ONU: (xi) Dénomination ONU: (xii) Code(s) des douane(s)(SH):															
15. (a) Pays/États concernés (b) numéro de code des autorités compétentes s'il y a lieu (c) points précis d'entrée ou de sortie (point de passage frontalier ou port) <table border="1"> <thead> <tr> <th>État d'exportation/d'expédition</th> <th>État(s) de transit (entrée et sortie)</th> <th>État d'importation/de destination</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>(a))</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>(b)</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>(c)</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>				État d'exportation/d'expédition	État(s) de transit (entrée et sortie)	État d'importation/de destination	(a))			(b)			(c)		
État d'exportation/d'expédition	État(s) de transit (entrée et sortie)	État d'importation/de destination													
(a))															
(b)															
(c)															
16. Bureaux de douane d'entrée et/ou de sortie et/ou d'exportation (Communauté européenne): Entrée: Sortie: Exportation:															
17. Déclaration de l'exportateur / du notifiant / du producteur (1): Je soussigné certifie que les renseignements indiqués sont exacts et établis de bonne foi. Je certifie également que les obligations contractuelles écrites prévues par la réglementation ont été remplies et que le mouvement transfrontière est ou sera couvert par toutes les assurances ou garanties financières éventuellement requises. Nom de l'exportateur/notifiant: Signature: Date: Nom du producteur: Signature: Date:			18. Nombre d'annexes jointes:												
RÉSERVÉ AUX AUTORITÉS COMPÉTENTES															
19. Accusé de réception délivré par l'autorité compétente des pays d'importation - de destination / de transit (1) / d'exportation - d'expédition (9): Pays: Notification reçue le: Accusé de réception transmis le: Nom de l'autorité compétente: Cachet et/ou signature:		20. Consentement écrit (1;8) au mouvement accordé par l'autorité compétente de (pays): Consentement accordé le: au: Consentement valable du: non: <input type="checkbox"/> si oui, voir case 21 (6): <input type="checkbox"/> Conditions particulières: Nom de l'autorité compétente: Cachet et/ou signature:													
21. Conditions particulières au consentement ou raisons de l'objection															

(1) Requis par la Convention de Bâle

(2) En cas d'opération R12/R13 ou D13-D15, joindre aussi s'il y a lieu les renseignements correspondants sur la (les) installation(s) où seront effectuées les opérations ultérieures R1-R11 ou D1-D12

(3) À remplir pour les mouvements dans la zone OCDE et seulement pour les cas visés par B(ii)s

(4) Joindre une liste détaillée en cas de transferts multiples

(5) Voir les codes dans la liste des abréviations et codes ci-jointe

(6) Joindre les renseignements plus détaillés s'il y a lieu

(7) Joindre une liste s'il y a plusieurs producteurs

(8) Si la législation nationale l'exige

(9) Le cas échéant dans le cadre de la décision de l'OCDE

Liste des abréviations et codes utilisés dans le document de notification

OPÉRATIONS D'ÉLIMINATION (case 11)			
D1	Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge, etc.)		
D2	Traitement en milieu terrestre, (par exemple, biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.)		
D3	Injection en profondeur (par exemple, injection des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles, etc.)		
D4	Lagunage, (par exemple, déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.)		
D5	Mise en décharge spécialement aménagée, (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et séparées les unes des autres et de l'environnement, etc.)		
D6	Rejet dans le milieu aquatique excepté les mers ou océans		
D7	Rejets dans les mers ou océans, y compris enfouissement dans le sous-sol marin		
D8	Traitement biologique non spécifié ailleurs sur cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés de cette liste		
D9	Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs sur cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés de cette liste (par exemple, évaporation, séchage, calcination, etc.)		
D10	Incinération à terre		
D11	Incinération en mer		
D12	Stockage permanent, (par exemple, placement de conteneurs dans une mine, etc.)		
D13	Mélange et regroupement préalablement à l'une des opérations de cette liste		
D14	Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de cette liste		
D15	Stockage préalablement à l'une des opérations numérotées de la présente liste		
OPÉRATIONS DE VALORISATION (case 11)			
R1	Utilisation comme combustible (autre que dans l'incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie (Bâle/OCDE) Utilisation principalement comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (UE)		
R2	Récupération ou régénération des solvants		
R3	Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants		
R4	Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques		
R5	Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques		
R6	Régénération des acides ou des bases		
R7	Récupération des produits servant à capter des polluants		
R8	Récupération des produits provenant de catalyseurs		
R9	Régénération ou autres réemplois des huiles usées		
R10	Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie		
R11	Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R1-R10		
R12	Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une quelconque des opérations numérotées R1-R11		
R13	Stockage de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations de la présente liste		
TYPES DE CONDITIONNEMENT (case 7)	CODE H ET CLASSE ONU (case 14)		
1. Fût métallique	Classe ONU Code H Caractéristiques		
2. Tonneau en bois			
3. Bidon (jerrycan)			
4. Caisse			
5. Sac			
6. Emballage composite			
7. Récipient à pression			
8. Récipient pour vrac			
9. Autre (préciser)			
MOYENS DE TRANSPORT (case 8)			
R = Route			
T = Train/rail			
S = Mer			
A = Air			
W = Navigation intérieure			
CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES (case 13)			
1. Poudreux/pulvérulent			
2. Solide			
3. Pâteux/sirupeux			
4. Boueux			
5. Liquide			
6. Gazeux			
7. Autre (préciser)			
	1	H1	Matières explosives
	3	H3	Matières liquides inflammables
	4.1	H4.1	Matières solides inflammables
	4.2	H4.2	Matières spontanément inflammables
	4.3	H4.3	Matières qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables
	5.1	H5.1	Matières comburantes
	5.2	H5.2	Peroxides organiques
	6.1	H6.1	Matières toxiques (aiguës)
	6.2	H6.2	Matières infectieuses
	8	H8	Matières corrosives
	9	H10	Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau
	9	H11	Matières toxiques (effets différés ou chroniques)
	9	H12	Matières écotoxiques
	9	H13	Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus

On trouvera davantage d'informations, notamment sur l'identification des déchets (case 14), c'est-à-dire sur les codes des déchets figurant aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle, les codes OCDE et les codes Y, dans un manuel d'application/d'instructions disponible auprès de l'OCDE et du secrétariat de la convention de Bâle.

Le traitement informatique des données est effectué afin de faciliter le contrôle des données fournies et pour générer des statistiques. Les inscriptions sont obligatoires. A défaut des données, les transferts ne peuvent être autorisés. Les noms des destinataires ainsi que les quantités acceptées par ceux-ci seront publiés dans le rapport d'activité du Ministère de l'Environnement. Les personnes auprès desquelles des données nominatives sont collectées y ont un droit d'accès et de rectification.

18.0 Annexe IX

Document de mouvement

Document de mouvement pour mouvements/transferts de déchets

1. Correspondant à la notification N°: LU		2. Numéro de série du transfert/nombre total de transferts: /	
3. Exportateur - Notifiant N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: E-mail: Fax:		4. Importateur - Destinataire N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: E-mail: Fax:	
5. Quantité réelle: Tonnes (Mg): m ³ :		6. Date réelle du transfert:	
7. Conditionnement Type(s) (1):		Nombre de colis:	
Prescriptions particulières de manutention:(2) oui: <input type="checkbox"/> non: <input type="checkbox"/>			
8.(a) 1^{er} Transporteur (3): N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Tél: Fax: E-mail:		8.(b) 2^e Transporteur: N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Tél: Fax: E-mail:	8.(c) Dernier Transporteur: N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Tél: Fax: E-mail:
----- À remplir par le représentant du transporteur -----			
Moyen de transport (1):		Plus de 3 transporteurs (2) <input type="checkbox"/>	
Date de la prise en charge:		Date de la prise en charge:	
Signature:		Signature:	
9. Producteur(s) des déchets (4;5;6): N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: E-mail: Lieu de production (2):		12. Dénomination et composition des déchets (2):	
10. Installation d'élimination <input type="checkbox"/> ou de valorisation <input type="checkbox"/>		13. Caractéristiques physiques (1):	
N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: E-mail: Lieu effectif de l'élimination/de la valorisation (2)		14. Identification des déchets (indiquer les codes correspondants) (i) Convention de Bâle - Annexe VIII (ou IX s'il y a lieu): (ii) Code OCDE code (si différent de (i)): (iii) Liste des déchets de la CE: (iv) Code national dans le pays d'exportation: (v) Code national dans le pays d'importation: (vi) Autre (préciser): (vii) Code Y: (viii) Code H (1): (ix) Classe ONU (1): (x) N° d'identification ONU: (xi) Dénomination ONU: (xii) Code(s) des douane(s) (SH):	
11. Opération(s) d'élimination - de valorisation Code D/R (1):		15. Déclaration de l'exportateur/du notifiant/du producteur (4): Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cases ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. Je certifie également que les obligations contractuelles écrites prévues par la réglementation ont été remplies, que le mouvement transfrontière est couvert par toutes les assurances ou garanties financières éventuellement requises et que toutes les autorisations ont été reçues des autorités compétentes des pays concernés. Nom: _____ Signature: _____ Date: _____	
16. À remplir par toute personne impliquée dans le mouvement transfrontière s'il y a lieu de fournir d'autres renseignements			
17. Transfert reçu par l'importateur - le destinataire (autre qu'une installation):		Date: _____ Nom: _____ Signature: _____	
À REMPLIR PAR L'INSTALLATION D'ÉLIMINATION/DE VALORISATION			
18. Transfert reçu à l'installation d'élimination <input type="checkbox"/> ou de valorisation <input type="checkbox"/>		19. Je soussigné certifie que l'élimination/ la valorisation des déchets décrits ci-dessus a été effectuée.	
Date de réception: _____		Date: _____	
Quantité reçue: Tonnes (Mg): m ³ :		Nom: _____	
Date approximative d'élimination/de valorisation: _____		Signature et cachet: _____	
Opération d'élimination - de valorisation (1): _____			
Date: _____			
Nom: _____			
Signature: _____			

(1) Voir les codes dans la liste des abréviations et codes ci-jointe

(2) Joindre des renseignements plus détaillés s'il y a lieu

(3) S'il y a plus de 3 transporteurs, joindre les renseignements prévus aux cases 8 (a,b,c).

(4) Par la Convention de Bâle

(5) Joindre une liste s'il y a plusieurs producteurs

(6) Si la législation nationale l'exige

RÉSERVÉ AUX BUREAUX DE DOUANE (si la législation nationale l'exige)			
20. PAYS D'EXPORTATION - D'EXPÉDITION OU BUREAU DE DOUANE DE SORTIE Les déchets décrits dans le présent document de mouvement ont quitté le pays le: Signature: Cachet:		21. PAYS D'IMPORTATION - DE DESTINATION OU BUREAU DE DOUANE D'ENTRÉE Les déchets décrits dans le présent document de mouvement sont entrés dans le pays le: Signature: Cachet:	
22. CACHET DES BUREAUX DE DOUANE DES PAYS DE TRANSIT			
Nom du pays: Entrée:		Nom du pays: Entrée:	
Sortie:		Sortie:	
Nom du pays: Entrée:		Nom du pays: Entrée:	
Sortie:		Sortie:	

Liste des abréviations et codes utilisés dans le document de mouvement

OPÉRATIONS D'ÉLIMINATION (case 11)			OPÉRATIONS DE VALORISATION (case 11)		
D1	Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge, etc.)		R1	Utilisation comme combustible (autre que dans l'incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie (Bâle/OCDE) / Utilisation principalement comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (JE)	
D2	Traitement en milieu terrestre, (par exemple, biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.)		R2	Récupération ou régénération des solvants	
D3	Injection en profondeur (par exemple, injection des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles, etc.)		R3	Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants	
D4	Lagunage, (par exemple, déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.)		R4	Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques	
D5	Mise en décharge spécialement aménagée, (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et séparées les unes des autres et de l'environnement, etc.)		R5	Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques	
D6	Rejet dans le milieu aquatique excepté les mers ou océans		R6	Régénération des acides ou des bases	
D7	Rejets dans les mers ou océans, y compris enfouissement dans le sous-sol marin		R7	Récupération des produits servant à capter des polluants	
D8	Traitement biologique non spécifié ailleurs sur cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés de cette liste		R8	Récupération des produits provenant de catalyseurs	
D9	Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs sur cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés de cette liste (par exemple, évaporation, séchage, calcination, etc.)		R9	Régénération ou autres réemplois des huiles usées	
D10	Incinération à terre		R10	Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie	
D11	Incinération en mer		R11	Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R1-R10	
D12	Stockage permanent, (par exemple, placement de conteneurs dans une mine, etc.)		R12	Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une quelconque des opérations numérotées R1-R11	
D13	Mélange et regroupement préalablement à l'une des opérations de cette liste		R13	Stockage de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations de la présente liste	
D14	Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de cette liste				
D15	Stockage préalablement à l'une des opérations numérotées de la présente liste				
TYPES DE CONDITIONNEMENT (case 7)			CODE H ET CLASSE ONU (case 14)		
1. Fût métallique 2. Tonneau en bois 3. Bidon (Jerrycan) 4. Caisse 5. Sac 6. Emballage composite 7. Récipient à pression 8. Récipient pour vrac 9. Autre (préciser)			Classe ONU Code H Caractéristiques		
1. R = Route T = Train/rail S = Mer			1 H1 Matières explosives 3 H3 Matières liquides inflammables 4.1 H4.1 Matières solides inflammables 4.2 H4.2 Matières spontanément inflammables 4.3 H4.3 Matières qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables 5.1 H5.1 Matières comburantes 5.2 H5.2 Peroxides organiques 6.1 H6.1 Matières toxiques (aiguës) 6.2 H6.2 Matières infectieuses 8 H8 Matières corrosives 9 H10 Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau 9 H11 Matières toxiques (effets différés ou chroniques) 9 H12 Matières écotoxiques 9 H13 Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus		
MOYENS DE TRANSPORT (case 8) R = Route A = Air T = Train/rail W = Navigation intérieure S = Mer					
CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES (case 13) 1. Poudreux/pulvérulent 5. Liquide 2. Solide 6. Gazeux 3. Pâteux/sirupeux 7. Autre 4. Boueux (préciser)					

On trouvera davantage d'informations, notamment sur l'identification des déchets (case 14), c'est-à-dire sur les codes des déchets figurant aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle, les codes OCDE et les codes Y, dans un manuel d'application/d'instructions disponible auprès de l'OCDE et du secrétariat de la convention de Bâle.

Le traitement informatique des données est effectué afin de faciliter le contrôle des données fournies et pour générer des statistiques. Les inscriptions sont obligatoires. A défaut des données, les transferts ne peuvent être autorisés. Les noms des destinataires ainsi que les quantités acceptées par ceux-ci seront publiées dans le rapport d'activité du Ministère de l'Environnement. Les personnes auprès desquelles des données nominatives sont collectées y ont un droit d'accès et de rectification.

19.0 Annexe X

Document pour transferts soumis à procédure simplifiée

Informations accompagnant les transferts de déchets visés à l'article 3, paragraphes 2 et 4 du règlement (CE) N° 1013/2006

1. Personne qui organise le transfert: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:		2. Importateur/destinataire Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:	
3. Quantité effective: kg: litres:		4. Date effective du transfert:	
5. a) 1^{er} transporteur ⁽¹⁾ Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Moyen de transport: Date de la prise en charge: Signature:	5. b) 2^e transporteur Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Moyen de transport: Date de la prise en charge: Signature:	5. c) 3^e transporteur Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Moyen de transport: Date de la prise en charge: Signature:	
6. Producteur de déchets ⁽²⁾: Producteur(s) initial(aux), nouveau(x) producteur(s) ou collecteur: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:		8. Opération de valorisation (ou, le cas échéant, d'élimination pour les déchets visés à l'article 3, paragraphe 4): Code R/Code D:	
		9. Dénomination usuelle des déchets:	
7. Installation de valorisation <input type="checkbox"/> Laboratoire <input type="checkbox"/> Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:		10. Identification des déchets (indiquer les codes correspondants): i) annexe IX de la convention de Bâle: ii) OCDE [si différent de (i)]: iii) Liste CE des déchets: iv) Code national:	
11. Pays/État(s) concerné(s):			
Exportation/expédition		Transit	Importation/destination
12. Déclaration de la personne qui organise le transfert: Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cases ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. Je certifie également que les obligations contractuelles écrites effectives ont été remplies avec le destinataire <i>(non nécessaire dans les cas des déchets visés à l'article 3, paragraphe 4)</i> : Nom: Date: Signature:			
13. Signature à la réception des déchets par le destinataire: Nom: Date: Signature:			
À COMPLÉTER PAR L'INSTALLATION DE VALORISATION OU PAR LE LABORATOIRE:			
14. Transfert reçu par l'installation de valorisation: <input type="checkbox"/> ou par le laboratoire: <input type="checkbox"/> Quantité reçue: kg: litres:			
Nom:		Date: Signature:	

⁽¹⁾ Informations accompagnant les transferts de déchets figurant dans la liste verte et destinés à la valorisation ou destinés à des analyses de laboratoire en vertu du règlement (CE) n° 1013/2006.

⁽²⁾ Si plus de trois transporteurs sont concernés, joindre en annexe les données requises aux cases 5 a), b) et c).

⁽³⁾ Lorsque la personne qui organise le transfert n'est pas le producteur ou le collecteur, des informations concernant le producteur ou le collecteur sont fournies.

20.0 Adresses utiles

Administration de l'environnement

Division des déchets

16, rue Eugène Ruppert
L-2453 Luxembourg

Téléphone: +352 26 84 78-310
+352 40 56 56-1

Téléfax
Secrétariat: +352 49 62 56

Transfert
des déchets: +352 49 64 38
+352 26 84 78-333

Administration de l'enregistrement et des domaines

B.P. 31

1-3, avenue Guillaume
L-2010 Luxembourg

Téléphone: +352 44 905 - 1

Téléfax: +352 45 42 98

E-mail: info@aed.public.lu

Leitfaden

zum Notifizierungsverfahren hinsichtlich
der Verbringung von Abfällen

Impressum

Ausgabe November 2007

Herausgegeben von FLEA und FEDIL.

Redaktionsbeitrag von der Administration de l'environnement.

Beitrag von: MM. Marc Syoen, Dino Ruffato et Robert Schmit.

Inhalt

FEDIL	32
FLEA	32
Vorwort	33
Einleitung	34
1.0 Wer muss den Notifizierungsantrag einreichen?	34
2.0 Wie beschafft man sich die notwendigen Formulare?	34
3.0 Ausfüllen eines Notifizierungsantrags	35
4.0 Einreichung der Notifizierung	35
5.0 Werdegang des Notifizierungsantrags	35
5.1 Empfang und Weiterleitung des Notifizierungsantrags durch die zuständige Behörde am Versandort	35
5.2 Empfang des Notifizierungsantrags durch die zuständigen beteiligten Behörden	36
5.3 Beschlussfassung	36
6.0 Die Verbringung von Abfällen	36
6.1 Anmeldung der Verbringung	36
6.2 Erhalt der Abfälle durch den Empfänger	36
6.3 Bescheinigung über die Verwertung/Beseitigung	36
7.0 Zuständige Behörden	37
8.0 Die Sicherheitsleistung	37
9.0 Verbringung von Abfällen, die in der grünen Liste angeführt sind und einer Verwertung zugeführt werden	37
10.0 Anhang I Y-Nummer	38
11.0 Anhang II Informationen und Formulare für die Notifizierung	39
11.1 Im Notifizierungsformular anzugebende oder diesem beizufügende Informationen	39
11.2 Im Begleitformular anzugebende oder diesem beizufügende Informationen	40
11.3 Zusätzliche Informationen und Unterlagen, die von den zuständigen Behörden angefordert werden können	40
12.0 Anhang III Diagramm über das Verfahren der Notifizierung	41
13.0 Anhang IV Diagramm über die Anmeldung der Verbringung von Abfällen	42
14.0 Anhang V Diagramm über den Zeitraum, in dem die Verbringungen erfolgen können	43
15.0 Anhang VI Abfallarten der grünen Liste (Stand Juni 2007)	44
16.0 Anhang VII Abfallarten der gelben Liste (Stand Juni 2007)	47
17.0 Anhang VIII Notifizierungsformular	50
18.0 Anhang IX Begleitformular	52
19.0 Anhang X Formular für die der vereinfachten Prozedur unterliegende Abfallverbringung	54
20.0 Nützliche Adressen	55

FEDIL

Der luxemburgische Wirtschafts- und Unternehmervverband FEDIL wurde 1918 als Industrieverband gegründet und umfasst heute Unternehmen aus den Bereichen Industrie, Hoch- und Tiefbau sowie verschiedene Dienstleistungsunternehmen. Zu FEDIL gehören 14 Fachverbände.

Auf nationaler Ebene fungiert FEDIL als Interessenvertretung seiner Mitgliedsunternehmen in Bezug auf allgemeine betriebswirtschaftliche sowie spezifisch soziale oder industriebezogene Themengebiete. Des Weiteren versteht FEDIL sich als Bindeglied zwischen den in Luxemburg ansässigen Arbeitgebern.

Auf internationaler Ebene gehört FEDIL zu den Gründungsmitgliedern von BUSINESSEUROPE (www.bussinesseurope.eu) und verfügt seit 2003 über eine Vertretung in Brüssel, welche vom FEDIL-Berater in Europafragen geleitet wird. Als repräsentativer Arbeitgeberverband nimmt FEDIL des Weiteren an den Arbeiten der Konferenz der International Labour Organization (ILO) in Genf teil. Darüber hinaus ist FEDIL Mitglied der International Organisation of Employers (IOE) und des Business and Industry Advisory Committee (BIAC) der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD).

www.fedil.lu

FLEA

Der luxemburgische Verband für Abfallmanagement FLEA ist ein Fachverband des Wirtschafts- und Unternehmerverbandes FEDIL und ist als solcher als repräsentative Vertretung gegenüber den Verwaltungs- und Regierungsbehörden anerkannt.

Geschäftsziel des Fachverbandes FLEA ist die Förderung der Abfallwirtschaft - unter anderem Recycling, Abfallentsorgung, Sammlung und Transport von Haushalts- oder Gewerbeabfall, Kanalsanierung, industrielle Reinigung, sowie deren verschiedensten Tätigkeitsfeldern.

Auf europäischer Ebene ist FLEA Mitglied der in Brüssel ansässigen Europäischen Föderation der Entsorgungswirtschaft (FEAD) und nimmt an sektorspezifischen Arbeitsgruppen teil.

www.flea.lu

Vorwort

Die Verwertung und die Beseitigung von Abfällen unter ökologisch annehmbaren Bedingungen ist eine der hauptsächlichsten Sorgen jeder Nation, die sich um den Schutz der Umwelt bemüht. Ein Instrument, um sicher zu stellen, dass diesen Sorgen Rechnung getragen wird, besteht in der Überwachung und Begleitung der Abfälle von ihrem Erzeuger bis zu ihrem Entsorger.

Tatsächlich hat die Vergangenheit gezeigt, dass die Suche nach Profit dazu geführt hat, dass Abfälle zu einem Bestimmungsort verbracht wurden, wo ihre ordnungsgemäße Beseitigung nicht sicher gestellt werden konnte; wo sogar Abfälle in freier Natur abgelagert wurden auf Kosten der Gesundheit oder sogar des Lebens der Bevölkerung. Rezente Beispiele illegaler Verbringungen von Abfällen nach Sierra Leone mit der Todesfolge von mehreren Hundert Personen sind nur ein Beispiel.

Bereits seit 1982 wird in Luxemburg eine Abfallbegleitscheinprozedur angewandt. Auf europäischer Ebene bestehen solche Prozeduren seit 1986. Die Baseler Konvention hat im Jahre 1989 ein solches System auf Weltebene eingerichtet.

Die Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 über die Verbringung von Abfällen ist der dritte Text in Folge, der diese Materie auf europäischer Ebene regelt. Ein Bestandteil ist es, die Bestimmungen der Baseler Konvention in das europäische Recht zu integrieren, insbesondere was die Harmonisierung der Listen der Abfälle angeht, welche den verschiedenen Notifizierungsprozeduren unterliegen.

Das Ziel dieser Broschüre ist es, ein Referenzdokument darzustellen, welches allen betroffenen Personen erlauben soll, den Verpflichtungen der Notifizierungen von Abfallverbringungen nachzukommen.

Sie konnte durch die Zusammenarbeit und die Unterstützung der Fédération luxembourgeoise des entreprises d'assainissement (FLEA) erstellt werden. Ihr sei an dieser Stelle hierfür gedankt.

Dank auch dem Leser für jede Geste, die er im Sinne eines besseren Schutzes für die Umwelt macht. Hierzu gehört auch der Einhaltung der Prozeduren, welche durch die Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 vorgegeben sind.

Lucien Lux
Umweltminister

Einleitung

Zum 12. Juli 2007 ersetzt die Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen die Verordnung (EWG) Nr. 259/93 des Rates vom 1. Februar 1993 zur Überwachung und Kontrolle der Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft. Mit dieser Rechtsänderung werden auch neue Formulare zur Überwachung und Begleitung der Verbringungen von Abfällen eingeführt. Außerdem ist ein einheitliches, verbindliches Formular vorgeschrieben, das bei den Verbringungen, die dem vereinfachten Verfahren unterliegen, mitgeführt werden muss (Artikel 18 der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006). Alle Formulare sind im Anhang dieses Leitfadens aufgeführt.

Mit der neuen Gesetzgebung treten ebenfalls neue Listen in Kraft, die es ermöglichen festzulegen, ob eine Verbringung einem vorherigen Notifizierungsverfahren oder einem vereinfachten Verfahren unterliegt. Diese Listen sind ebenso im Anhang dieses Leitfadens zu finden.

1.0 Wer muss den Notifizierungsantrag einreichen?

Im Prinzip muss der Notifizierungsantrag vom Ersterzeuger der Abfälle eingereicht werden. In den Fällen, in denen die Abfälle von mehreren Erzeugern stammen, kann jedoch ein zugelassener Einsammler in der Eigenschaft als Notifizierender auftreten. Ebenso kann ein eingetragener Händler/Makler, der vom Ersterzeuger dazu ermächtigt wurde, in seinem Namen aufzutreten, den Notifizierungsantrag einreichen.

2.0 Wie beschafft man sich die notwendigen Formulare?

Die notwendigen Formulare, die im Anhang dieses Leitfadens aufgeführt sind, sind über die Internetseite des Umweltamtes unter www.emwelt.lu -> Guichet virtuel -> Déchets -> transferts de déchets erhältlich. Die Formulare können direkt in den entsprechenden Textfeldern ausgefüllt und beidseitig ausgedruckt werden. Nehmen Sie bitte zur Kenntnis, dass ausschließlich die von der zuständigen Behörde am Versandort ausgegebenen Formulare verwendet werden dürfen.

Für den Erwerb und die Antragsstellung der Notifizierung ist eine Gebühr zu entrichten. Die Höhe dieser Gebühr pro Notifizierungsantrag wird wie folgt festgelegt:

- Notifizierungsformular: 12 EUR
- Begleitformular: 2 EUR

Die Höhe der für den Notifizierungsantrag zu entrichtenden Gebühren hängt also von der Anzahl der geplanten Verbringungen ab, die mittels der beantragten Notifizierung durchgeführt werden sollen. Die Höhe der Gebühren berechnet sich nach folgender Formel:

1	Notifizierungs-	+	X	Begleitformulare
	formular			
		=		
				(1 x 12 EUR) + (X x 2 EUR)

Beispiel:

Die Höhe der Gebühr für 1 Notifizierungsformular mit 5 Begleitformularen (entspricht 5 Verbringungen) beläuft sich auf:

$$(1 \times 12 \text{ EUR}) + (5 \times 2 \text{ EUR}) = 22 \text{ EUR}$$

Detaillierte Informationen über die Entrichtung der Gebühr finden Sie auf dem Internetportal www.emwelt.lu (Abschnitt guichet virtuel->déchets->transferts de déchets).

3.0 Ausfüllen eines Notifizierungsantrags

Der Notifizierungsantrag muss vor den Verbringungen ausgefüllt werden. Der Antrag muss ein jeweils ordnungsgemäßes, vollständiges Notifizierungs- und Begleitformular sowie die folgenden Unterlagen und Informationen beinhalten:

- Nachweis über die Registrierung/Genehmigung des Transporteurs
- Geplante Methode zur Beseitigung des nicht verwertbaren Anteils nach der Verwertung *
- Menge der verwerteten Stoffe im Verhältnis zum nicht verwertbaren Abfall *
- Geschätzter Wert der verwerteten Stoffe *
- Kosten der Verwertung und der Beseitigung des nicht verwertbaren Anteils *
- Nachweis einer Versicherung für die Haftung bei Schäden gegenüber Dritten
- Kopie eines Vertrags, der bei der Notifizierung wirksam ist, zwischen dem Notifizierenden und dem Empfänger
- Kopie des Vertrags zwischen dem Erzeuger, Neuerzeuger oder Einsammler und dem Makler/Händler, wenn der Makler/Händler der Notifizierende ist
- Original der Sicherheitsleistung und detaillierter Aufschluss über die Berechnung des Höchstbetrags der Sicherheitsleistung
- Angabe über Art und Gültigkeitsdauer der Genehmigung der Behandlungsanlage
- Kopie der Genehmigung der Behandlungsanlage
- Informationen über Maßnahmen, die zur Sicherstellung der Transportsicherheit erforderlich sind
- Detaillierte Beschreibung des Transportwegs einschließlich der Angaben über die gesamte Entfernung, sowie über die gefahrenen Strecken, zum einen in Textform, zum anderen anhand einer Straßenkarte
- Informationen über die Kosten des Transports
- Chemische Analyse der Zusammensetzung des Abfalls
- Beschreibung des Prozesses der Abfallerzeugung
- Beschreibung des Behandlungsprozesses in der Anlage, die die Abfälle entgegennimmt

* im Fall einer Verwertung der Abfälle

4.0 Einreichung der Notifizierung

Die Notifizierung muss bei der zuständigen Behörde am Versandort eingereicht werden. Die zuständige luxemburgische Behörde ist das Umweltamt (Administration de l'environnement). Die Notifizierung muss aus einem Notifizierungsantrag im Original und in Kopie zusammengestellt werden. Außerdem muss eine zusätzliche Kopie pro betroffenem Transitstaat beigefügt werden. In dem originalen Notifizierungsantrag muss das Notifizierungsformular mit einer als original identifizierbaren Unterschrift versehen werden.

Wichtige Bemerkung:
Bei Antragsstellung darf das Begleitformular nicht unterzeichnet werden.

5.0 Werdegang des Notifizierungsantrags

5.1 Empfang und Weiterleitung des Notifizierungsantrags durch die zuständige Behörde am Versandort

Wenn die zuständige Behörde am Versandort eine ordnungsgemäß ausgeführte Notifizierung erhält, leitet sie den originalen Notifizierungsantrag innerhalb von 3 Werktagen ab Eingang an die zuständige Behörde am Bestimmungsort, zusammen mit Kopien, an die für die Durchfuhr zuständigen Behörden weiter und setzt den Notifizierenden hiervon in Kenntnis.

Ist die Notifizierung nicht ordnungsgemäß ausgeführt, so muss die zuständige Behörde am Versandort den Notifizierenden innerhalb von 3 Werktagen nach Eingang der Notifizierung um weitere Informationen und Unterlagen ersuchen. In diesen Fällen verfügt die zuständige Behörde über drei Werktage ab Eingang der ersuchten Informationen und Unterlagen, um die Notifizierung weiterzuleiten.

In den 3 Werktagen nach Eingang kann die zuständige Behörde am Versandort beschließen, nicht mit der Notifizierung fortzufahren, falls sie Einwände gegen die Verbringung hat. In diesem Fall unterrichtet sie den Notifizierenden unverzüglich von ihrer Entscheidung und den Einwänden.

Hat die zuständige Behörde am Versandort die Notifizierung nicht innerhalb von 30 Tagen ab ihrem Eingang weitergeleitet, so hat sie dem Notifizierenden auf dessen Antrag hin eine mit Gründen versehene Erklärung zu übermitteln. Dies gilt nicht, wenn dem Ersuchen um Informationen/Unterlagen nicht nachgekommen worden ist.

5.2 Empfang des Notifizierungsantrags durch die zuständigen beteiligten Behörden

Die zuständigen beteiligten Behörden können den Notifizierenden innerhalb von 3 Werktagen nach Eingang der Notifizierung um weitere Informationen und Unterlagen ersuchen und informieren dabei auch die anderen zuständigen beteiligten Behörden. In diesem Fall müssen die zuständigen beteiligten Behörden die zuständige Behörde am Bestimmungsort innerhalb von 3 Werktagen ab Eingang der ersuchten Informationen/Unterlagen informieren.

Empfängt die zuständige Behörde am Bestimmungsort eine ordnungsgemäße Notifizierung, leitet sie innerhalb von 3 Werktagen ab Eingang eine Empfangsbestätigung an den Notifizierenden sowie Kopien an die anderen zuständigen beteiligten Behörden weiter.

Hat die zuständige Behörde die Empfangsbestätigung nicht innerhalb von 30 Tagen ab Eingang der Notifizierung weitergeleitet, so hat sie dem Notifizierenden auf dessen Antrag hin eine mit Gründen versehene Erklärung zu übermitteln.

5.3 Beschlussfassung

Die zuständigen beteiligten Behörden verfügen über eine Frist von 30 Tagen ab dem Zeitpunkt der Weiterleitung der Empfangsbestätigung, um schriftlich eine der folgenden, mit Gründen versehenen Entscheidungen zu treffen:

- Zustimmung ohne Auflagen
- mit Auflagen verbundene Zustimmung
- Erhebung von Einwänden

Hat die für die Durchfuhr zuständige Behörde innerhalb der genannten Frist von 30 Tagen keine Einwände erhoben, so gilt eine stillschweigende Genehmigung als erteilt.

Die Entscheidung muss dem Notifizierenden innerhalb von 30 Tagen ab Versand der Empfangsbestätigung zusammen mit Kopien an die anderen zuständigen beteiligten Behörden weitergeleitet werden. Die Zustimmung erfolgt durch die zuständigen Behörden, indem sie das Notifizierungsformular ordnungsgemäß abstempeln, unterzeichnen und datieren.

6.0 Die Verbringung von Abfällen

Die Verbringungen dürfen nur dann erfolgen, wenn alle schriftlichen Zustimmungen (mit Ausnahme der für die Durchfuhr zuständigen Behörde, für welche die Möglichkeit einer stillschweigenden Zustimmung besteht) empfangen worden sind. Zudem dürfen Verbringungen nur während dem durch die erforderlichen Zustimmungen abgedeckten Zeitraum stattfinden.

6.1 Anmeldung der Verbringung

Für jede Verbringung, die mittels einer genehmigten Notifizierung durchgeführt wird, muss ein ordnungsgemäß ausgefülltes und von dem Notifizierenden und dem Transporteur unterzeichnetes Begleitformular drei Werktage vor Beginn der betreffenden Verbringung an die zuständigen beteiligten Behörden weitergeleitet werden. Das originale Begleitformular wird dem Transporteur wieder ausgehändigt. Es begleitet die tatsächliche Verbringung. Der Notifizierende behält eine Kopie.

6.2 Erhalt der Abfälle durch den Empfänger

Innerhalb von drei Tagen ab Erhalt der Abfälle muss die Behandlungs-/Verwertungsanlage den Erhalt der Abfälle auf dem Begleitformular bescheinigen und davon jeweils eine Kopie an den Notifizierenden und die zuständigen beteiligten Behörden schicken.

6.3 Bescheinigung über die Verwertung/Beseitigung

Für den Fall einer endgültigen Behandlung muss der Empfänger dem Notifizierenden und den zuständigen beteiligten Behörden eine Kopie des Begleitformulars schicken, auf dem er unter seiner Verantwortung die Behandlung der Abfälle bescheinigt hat. Der Originalbeleg verbleibt beim Empfänger. Dies muß so schnell wie möglich erfolgen, spätestens jedoch 30 Tage nach Ende der Behandlung und spätestens ein Kalenderjahr nach Erhalt der Abfälle.

Für den Fall einer vorläufigen Behandlung muss der Empfänger dem Notifizierenden und den zuständigen beteiligten Behörden so schnell wie möglich, spätestens jedoch 30 Tage nach Ende der Behandlung und spätestens ein Kalenderjahr nach Entgegennahme der Abfälle, eine Kopie des Begleitformulars schicken, auf dem er unter seiner Verantwortung den Abschluss der vorläufigen Behandlung bescheinigt.

Wenn der vorläufige Empfänger die Abfälle für eine nachfolgende Behandlung an eine Anlage im Bestimmungsland weiterleitet, so muss er so schnell wie möglich, spätestens jedoch ein Kalenderjahr nach Lieferung der Abfälle, eine Bescheinigung von dieser Anlage über den endgültigen Abschluss der Verwertung oder Beseitigung erhalten. Er leitet die entsprechenden Bescheinigungen an den Notifizierenden und die zuständigen beteiligten Behörden weiter. Er vermerkt auf diesen Bescheinigungen die Abfallverbringungen, auf die sie sich beziehen.

Befindet sich die Anlage der nachfolgenden Behandlung im ursprünglichen Versandstaat, erfolgt eine neue Notifizierung.

Befindet sich die Anlage der nachfolgenden Behandlung in einem Drittstaat, erfolgt ebenfalls eine neue Notifizierung. In diesem Fall ist jedoch die zuständige Behörde des ursprünglichen Versandstaates gleichermaßen mit den- selben Rechten beteiligt, wie die anderen zuständigen beteiligten Behörden.

7.0 Zuständige Behörden

Für Luxemburg ist das Umweltamt (Administration de l'environnement) die zuständige Behörde.

Die Daten der anderen zuständigen Behörden in den Mitgliedsstaaten der Europäischen Union können im Internet unter <http://ec.europa.eu/environment/waste/shipments/lists.htm> eingesehen werden.

8.0 Die Sicherheitsleistung

Die Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 sieht vor, dass die Sicherheitsleistung ebenfalls die Kosten der Lagerung für einen Zeitraum von 90 Tagen abdeckt. Die Formel zur Berechnung des Höchstbetrags der Sicherheitsleistung ist folgende:

Höchstbetrag der Sicherheitsleistung
= $(a + b + c) \times d \times h \times 1,2$
wobei $h = g + 1$
und $g = e \times f$ (abgerundet)

a = Kosten der Behandlung pro Tonne
b = Kosten des Transports pro Tonne
c = Höchstbetrag für die Lagerung der Abfälle
d = Maximale Menge pro Transport (in Tonnen)
e = Dauer der Behandlung (in Tagen)
f = Anzahl der Verbringungen pro Tag

Die beigefügte Tabelle zeigt den Wert c aus der Formel:

Abfall	Wert in EUR
Gefährlicher Abfall - Lagerung drinnen	140.-
Ungefährlicher Abfall - Lagerung drinnen	70.-
Gefährlicher Abfall - Lagerung draußen	70.-
Ungefährlicher Abfall - Lagerung draußen	35.-

Die Sicherheitsleistung kann verschiedene Formen annehmen. Die in Luxemburg gebräuchlichsten sind: die Bankbürgschaft, die Versicherung und die Hinterlegung von Bargeld bei der Finanzverwaltung des Staates. Die Sicherheitsleistung muss zugunsten der zuständigen Behörde am Versandort ausgestellt werden und spätestens zu Beginn der Verbringungen gültig sein.

9.0 Verbringung von Abfällen, die in der grünen Liste angeführt sind und einer Verwertung zugeführt werden

Die Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 sieht ein spezielles Formular vor für die Verbringung von Abfällen, die in der grünen Liste angeführt sind und einer Verwertung zugeführt werden. Im Gegensatz zur Verordnung (EWG) Nr. 259/93 muss dieses Formular von der zuständigen Behörde am Versandort herausgegeben werden. Zudem muss vor der Verbringung ein wirksamer Vertrag zwischen der Person, die die Verbringung veranlasst, und dem Empfänger geschlossen werden. Die verbindlichen Klauseln für diesen Vertrag werden dabei Artikel 18 Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 entnommen. Auf Wunsch der zuständigen Behörden muss der Vertrag vorgelegt werden.

Die Verbringung von Abfällen in ein Labor zwecks Bestimmung ihrer physikalischen oder chemischen Eigenschaften oder der Prüfung ihrer Eignung für Verwertungs- oder Beseitigungsverfahren, sind ebenfalls von diesem Dokument abgedeckt insofern sie nicht 25 kg überschreiten.

Das Formular muss vor Beginn der Verbringung von der Person, die die Verbringung veranlasst unterzeichnet werden. Der Empfänger und die Behandlungsanlage beziehungsweise das Labor müssen das Formular unterzeichnen, um den Empfang der Abfälle zu bescheinigen. Die Behandlungsanlage, beziehungsweise das Labor, muss darüber hinaus die empfangene Menge und das Empfangsdatum angeben.

10.0 Anhang I

Y-Nummer

Die Y-Nummern können in der Entscheidung der OECD C (2001) 107/Final auf der Internetseite der OECD unter dem Link

[http://appli1.oecd.org/olis/2001doc.nsf/linkto/c\(2001\)107-final](http://appli1.oecd.org/olis/2001doc.nsf/linkto/c(2001)107-final) eingesehen werden.

Hier der Stand von Juni 2007.

ANHANG 1 der Entscheidung C(2001)107/Final der OECD: Gruppen der zu kontrollierenden Abfälle

Abfallart:

- | | | | |
|------------|--|---|---|
| Y1 | Klinischer Abfall, der bei der ärztlichen Versorgung in Krankenhäusern, medizinischen Zentren und Kliniken anfällt | Y15 | Abfälle explosiver Art, die keiner sonstigen Rechtsvorschrift unterliegen |
| Y2 | Abfälle aus der Herstellung und Zubereitung pharmazeutischer Erzeugnisse | Y16 | Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Anwendung von Fotochemikalien und Verarbeitungsmaterialien |
| Y3 | Altmedikamente, Abfälle von Arznei- und Heilmitteln | Y17 | Abfälle aus der Oberflächenbehandlung von Metallen und Kunststoffen |
| Y4 | Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Anwendung von Bioziden und Pflanzenschutzmitteln | Y18 | Rückstände aus der industriellen Abfallentsorgung |
| Y5 | Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Anwendung chemischer Holzschutzmittel | | |
| Y6 | Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Anwendung organischer Lösemittel | Abfälle, die folgenden Bestandteile enthalten: | |
| Y7 | Cyanidhaltige Abfälle aus der Oberflächenvergütung und -härtung | Y19 | Metallkarbonyle |
| Y8 | Altöl und Abfallmineralöl, die für den ursprünglichen Verwendungszweck nicht geeignet sind | Y20 | Beryllium; Berylliumverbindungen |
| Y9 | Abfälle aus Öl-Wasser- und Kohlenwasserstoff-Wassergemischen und -emulsionen | Y21 | Chrom-VI-Verbindungen |
| Y10 | Abfallstoffe und Erzeugnisse, die polychlorierte Biphenyle (PCB) und/oder polychlorierte Terphenyle (PCT) und/oder polybromierte Biphenyle (PBB) enthalten oder damit verunreinigt sind | Y22 | Kupferverbindungen |
| Y11 | Teerhaltige Abfälle, die bei der Raffination, Destillation und bei pyrolytischen Prozessen anfallen | Y23 | Zinkverbindungen |
| Y12 | Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Anwendung von Tinten, Farbstoffen, Pigmenten, Farben, Lacken und Firnissen | Y24 | Arsen; Arsenverbindungen |
| Y13 | Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Anwendung von Harzen, Latex, Weichmachern, Klebstoffen/Adhäsiva | Y25 | Selen; Selenverbindungen |
| Y14 | Abfälle chemischer Stoffe, die bei Forschungs-, Entwicklungs- oder Lehrtätigkeit anfallen und nicht identifiziert und/oder neu sind und deren Auswirkungen auf den Menschen und/oder die Umwelt unbekannt sind | Y26 | Cadmium; Cadmiumverbindungen |
| | | Y27 | Antimon; Antimonverbindungen |
| | | Y28 | Tellur; Tellurverbindungen |
| | | Y29 | Quecksilber; Quecksilberverbindungen |
| | | Y30 | Thallium; Thalliumverbindungen |
| | | Y31 | Blei; Bleiverbindungen |
| | | Y32 | Anorganische Fluorverbindungen mit Ausnahme von Kalziumfluorid |
| | | Y33 | Anorganische Cyanide |
| | | Y34 | Saure Lösungen oder Säuren in fester Form |
| | | Y35 | Basische Lösungen oder Basen in fester Form |
| | | Y36 | Asbest (Staub oder Fasern) |
| | | Y37 | Organische Phosphorverbindungen |
| | | Y38 | Organische Cyanide |
| | | Y39 | Phenole; Phenolverbindungen einschließlich Chlorphenole |
| | | Y40 | Äther |
| | | Y41 | Halogenierte organische Lösemittel |
| | | Y42 | Organische Lösemittel mit Ausnahme von halogenierten Lösemitteln |
| | | Y43 | Polychlorierte Dibenzofurane und alle artverwandten Verbindungen |

- Y44** Polychlorierte Dibenzo-p-dioxine und alle artverwandten Verbindungen
- Y45** Andere organische Halogenverbindungen als die in dieser Tabelle aufgeführten Stoffe (z.B. Y39, Y41, Y42, Y43, Y44)

In der im OECD Dokument angeführten Liste fehlen folgende Nummern:

- Y46** Haushaltsabfälle, sofern sie nicht als Einzeleintrag in Anhang III entsprechend eingestuft sind
- Y47** Rückstände aus der Verbrennung von Haushaltsabfällen

11.0 Anhang II

Informationen und Formulare für die Notifizierung

11.1 Im Notifizierungsformular anzugebende oder diesem beizufügende Informationen

Das Notifizierungsformular muss vollständig ausgefüllt werden, mit Ausnahme des Feldes 16, das möglicherweise ausgefüllt werden muss. Die notwendigen Informationen sind die folgenden:

- Name, Anschrift, E-mail Adresse, Telefon-, Fax- und Registriernummer sowie Ansprechpartner des/der vorgesehenen Transporteur/s/e und/oder ihrer Bevollmächtigten (**Feld 8 / für den Fall mehrerer Transporteure geben Sie bei diesem Feld bitte "siehe Liste im Anhang" an und fügen eine Liste mit den erforderlichen Informationen über jeden Transporteur bei**)
- Vorgesehene Transportart/en (**Feld 8**)
- Falls der Notifizierende nicht der Erzeuger ist: Name, Anschrift, E-mail Adresse, Telefon- und Faxnummer sowie Ansprechpartner der/des Erzeuger/s (**Feld 9**)
- Name, Anschrift, Telefonnummer, Faxnummer, E-Mail Adresse, Registriernummer und Ansprechpartner der Verwertungs- oder Beseitigungsanlage sowie deren angewandte Technologien und gegebenenfalls Vorabzustimmung gemäß Artikel 14 (**Feld 10**)
- Genaue Angabe des/der Verwertungs- oder Beseitigungsverfahren(s) gemäß Anhang II A und II B der Richtlinie 2006/12/EG (**Feld 11**)
Wenn die Abfälle zur Verwertung bestimmt sind: geplante Methode zur Beseitigung des nicht verwertbaren Anteils nach der Verwertung; Menge der verwerteten Stoffe im Verhältnis zum nicht verwertbaren Abfall; geschätzter Wert der verwerteten Stoffe; Kosten der Verwertung und der Beseitigung des nicht verwertbaren Anteils
- Bezeichnung der Abfälle auf der entsprechenden Liste, Anfallorte, Beschreibung, Zusammensetzung und alle Gefahreigenschaften. Bei Abfällen aus verschiedenen Quellen auch ein detailliertes Verzeichnis der Abfälle (**Feld 12, 13 und 14**)
- Versandstaat und zuständige beteiligte Behörde (**Feld 15 Abschnitt 1**)
- Durchführstaat und zuständige beteiligte Behörden (**Feld 15 Abschnitt 2**)
- Empfängerstaat und zuständige beteiligte Behörde (**Feld 15 Abschnitt 3**)
- Vorgesehene Beförderung (Ein- und Ausgangsorte aller betroffenen Staaten, einschließlich der Eingangszollstelle und/oder Ausgangszollstelle und/oder Ausfuhrzollstelle der Gemeinschaft) sowie vorgesehener Transportweg (Transportweg zwischen den Ein- und Ausgangsorten), einschließlich möglicher Alternativen, auch für den Fall unvorhergesehener Umstände (**Feld 15 Buchstabe c**)
- Erklärung des Notifizierenden, dass die Informationen nach seinem besten Wissen vollständig sind und der Wahrheit entsprechen (**Feld 17**)
- Wenn der Notifizierende nicht der Erzeuger gemäß Artikel 2 Nummer 15 Buchstabe a Ziffer i ist, sorgt der Notifizierende dafür, dass auch der Erzeuger oder eine der in Artikel 2 Nummer 15 Buchstabe a Ziffern ii oder iii genannten Personen, sofern dies durchführbar ist, das Notifizierungsformular unterzeichnet (**Feld 17**)
- Name, Anschrift, E-mail Adresse, Telefon-, Fax- und Registriernummer sowie Ansprechpartner des Notifizierenden (**Feld 1**)
- Name, Anschrift, E-mail Adresse, Telefon- und Faxnummer sowie Ansprechpartner der/des Händler/s oder Makler/s, falls diese/r vom Notifizierenden gemäß Artikel 2 Nummer 15 ermächtigt wurde (**Feld 1**)
- Name, Anschrift, E-mail Adresse, Telefon-, Fax- und Registriernummer sowie Ansprechpartner des Empfängers (**Feld 2**)
- Einzelnotifizierung oder Sammelnotifizierung (**Feld 3 Buchstabe A**)
- Fortlaufende Nummer oder andere anerkannte Identifizierung des Notifizierungsformulars und vorgesehene Gesamtzahl der Verbringungen (**Feld 3 et 4**)
- Geschätzte Höchstmenge (**Feld 5**)
- Vorgesehene Zeitpunkte für den Beginn und das Ende der Verbringung/en. Der angeforderte Zeitraum darf ein Kalenderjahr nicht übersteigen (**Feld 6**)
- Vorgesehene Verpackungsart (**Feld 7**)

Außer den auf dem Formular direkt angegebenen Informationen, sind folgende Informationen und Unterlagen dem Antrag beizufügen:

- Sind die Abfälle für eine vorläufige Verwertung oder Beseitigung bestimmt, so müssen ähnliche Informationen für alle Anlagen angegeben werden, in denen nachfolgende vorläufige und nicht vorläufige Beseitigungs- oder Verwertungsverfahren vorgesehen sind.
- Ist die Beseitigungs- oder Verwertungsanlage in Anhang I Kategorie 5 der Richtlinie 96/61/EG aufgeführt, so ist eine gültige Genehmigung im Sinne der Artikel 4 und 5 der genannten Richtlinie nachzuweisen (z. B. durch eine Erklärung, mit der deren Bestehen bestätigt wird)
- Nachweis der Registrierung des bzw. der Transportunternehmens(s) für Abfalltransporte (z. B. Erklärung, mit der deren Bestehen bestätigt wird)
- Nachweis einer Versicherung für die Haftung bei Schäden gegenüber Dritten (z. B. Erklärung, mit der deren Bestehen bestätigt wird);
- Nachweis eines Vertrags (oder Erklärung, mit der dessen Bestehen bestätigt wird) zwischen dem Notifizierenden und dem Empfänger über die Verwertung oder Beseitigung des Abfalls, der gemäß Artikel 4 Absatz 2 Nummer 4 und Artikel 5 bei der Notifizierung geschlossen und wirksam ist
- Kopie des Vertrags oder Nachweis eines Vertrags (oder Erklärung, mit der dessen Bestehen bestätigt wird) zwischen dem Erzeuger, Neuerzeuger oder Einsammler und dem Makler oder Händler, falls der Makler oder Händler als Notifizierender auftritt
- Nachweis von Sicherheitsleistungen oder entsprechenden Versicherungen (oder Erklärung, mit der deren Bestehen bestätigt wird, sofern die zuständige Behörde dies gestattet), die gemäß Artikel 4 Absatz 2 Nummer 5 und Artikel 6 bei der Notifizierung oder, falls die zuständige Behörde, die die Sicherheitsleistungen oder entsprechenden Versicherungen genehmigt, dies gestattet, spätestens bei Beginn der Verbringung hinterlegt bzw. abgeschlossen wurden und wirksam sind

11.2 Im Begleitformular anzugebende oder diesem beizufügende Informationen

Das Begleitformular muss vollständig ausgefüllt werden hinsichtlich der Felder 1, 3, 4, 7, 8 (falls Einzeltransporteur), 9 (falls Einzelerzeuger) und gegebenenfalls hinsichtlich der Felder 10, 11, 12, 13, 14 et 16.

Die folgenden Informationen müssen zum Zeitpunkt der Anmeldung der entsprechenden Verbringung vollständig vorliegen.

- Fortlaufende Nummer und Gesamtzahl der Verbringungen (**Feld 2**)
- Menge der verbrachten Abfälle (**Feld 5**)
- Datum des Beginns der Verbringung (**Feld 6**)
- Verpackungsart (**Feld 7**)

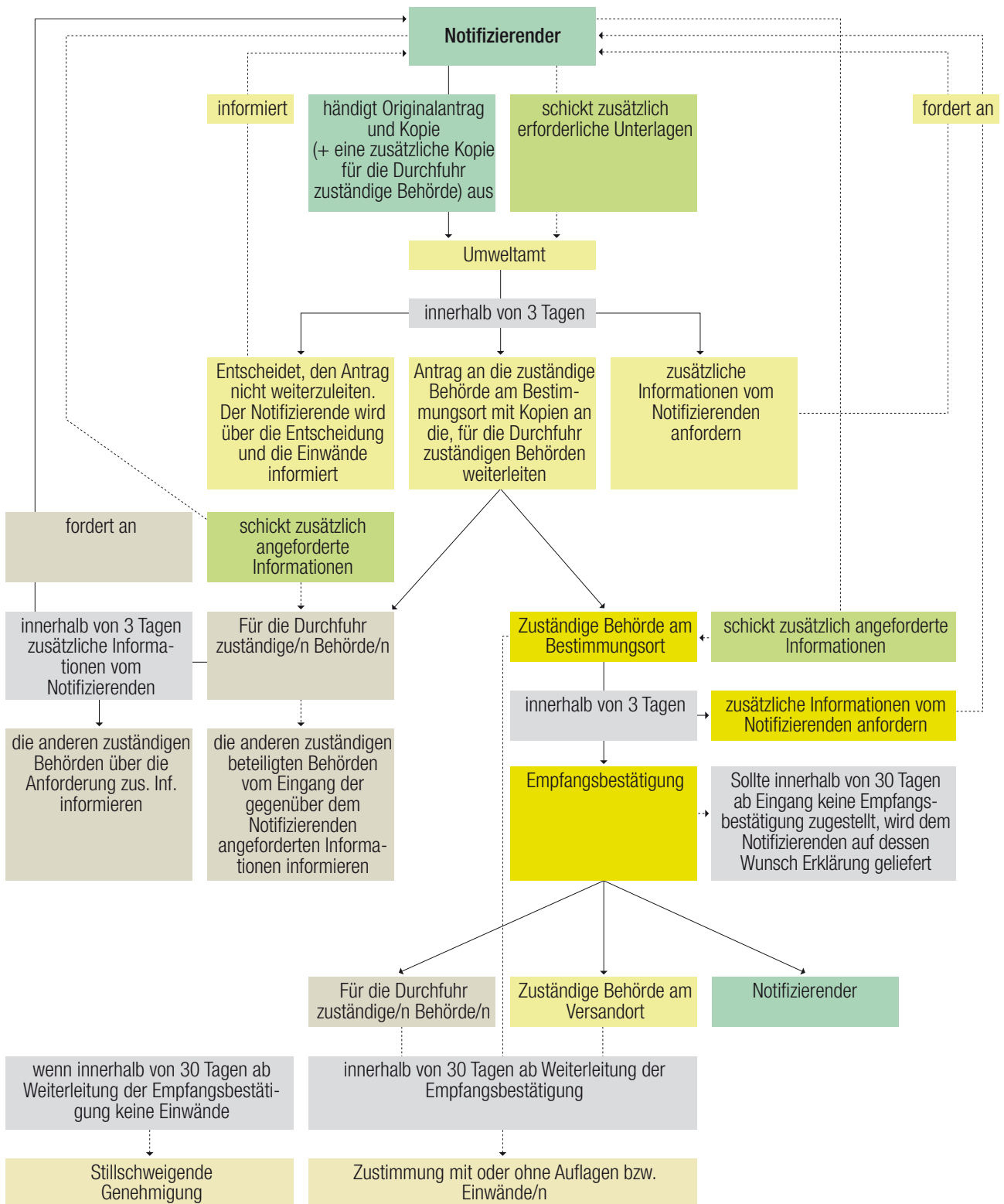
- Name, Anschrift, E-mail Adresse, Telefon- und Faxnummer des/der Transporteur/s/e (**Feld 8 Buchstabe a und gegebenenfalls Buchstaben b und c**)
- Transportart/en (**Feld 8 Buchstabe a und gegebenenfalls Buchstaben b et c**)
- Entsprechende Unterschriften für jede Abfallübergabe (**Feld 8**)
- Erklärung des Notifizierenden, dass alle erforderlichen Zustimmungen von den zuständigen Behörden der betroffenen Staaten erhalten wurden. Diese Erklärung muss vom Notifizierenden unterzeichnet werden (**Feld 15**)
- Sämtliche von dem bzw. den Transporteur/en zu treffenden besonderen Vorsichtsmaßnahmen

11.3 Zusätzliche Informationen und Unterlagen, die von den zuständigen Behörden angefordert werden können

- Art und Gültigkeitsdauer der Genehmigung der Verwertungs- oder Beseitigungsanlage
- Kopie der, gemäß den Artikeln 4 und 5 der Richtlinie 96/61/EG, erteilten Genehmigung
- Informationen über Maßnahmen, die zur Sicherstellung der Transportsicherheit erforderlich sind
- Transportentfernung(en) zwischen Notifizierendem und Anlage, einschließlich möglicher anderer Transportwege, auch für den Fall unvorhergesehener Umstände, und, beim Transport im kombinierten Verkehr, Angabe des Ortes, an dem die Umladung erfolgt
- Informationen über die Kosten des Transports vom Notifizierenden zur Anlage
- Kopie der Registrierung des bzw. der Transportunternehmens(s) für den Abfalltransport
- Chemische Analyse der Zusammensetzung des Abfalls
- Beschreibung des Prozesses der Abfallerzeugung
- Beschreibung des Behandlungsprozesses in der Anlage, die die Abfälle entgegennimmt
- Sicherheitsleistungen oder Versicherungen oder eine Kopie davon
- Informationen über die Berechnung der in Artikel 4 Absatz 2 Nummer 5 und Artikel 6 geforderten Sicherheitsleistungen oder entsprechenden Versicherungen
- Kopien der in Teil 1 genannten Verträge
- Kopie der Versicherungspolice für die Haftung bei Schäden gegenüber Dritten
- Alle sonstigen Informationen, die für die Beurteilung der Notifizierung nach dieser Verordnung und den nationalen Rechtsvorschriften sachdienlich sind

12.0 Anhang III

Diagramm über das Verfahren der Notifizierung

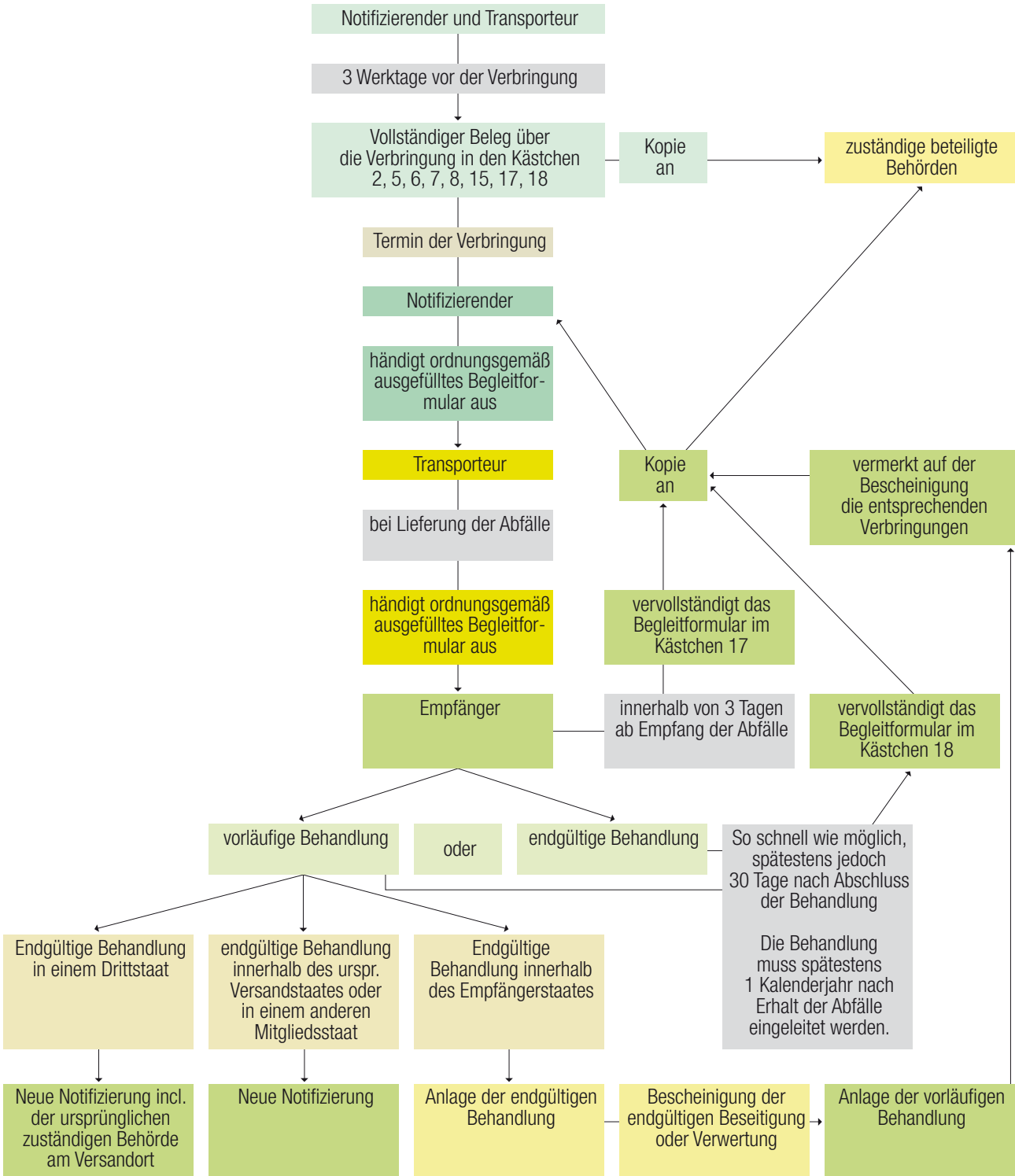


Legende



13.0 Anhang IV

Diagramm über die Anmeldung der Verbringung von Abfällen



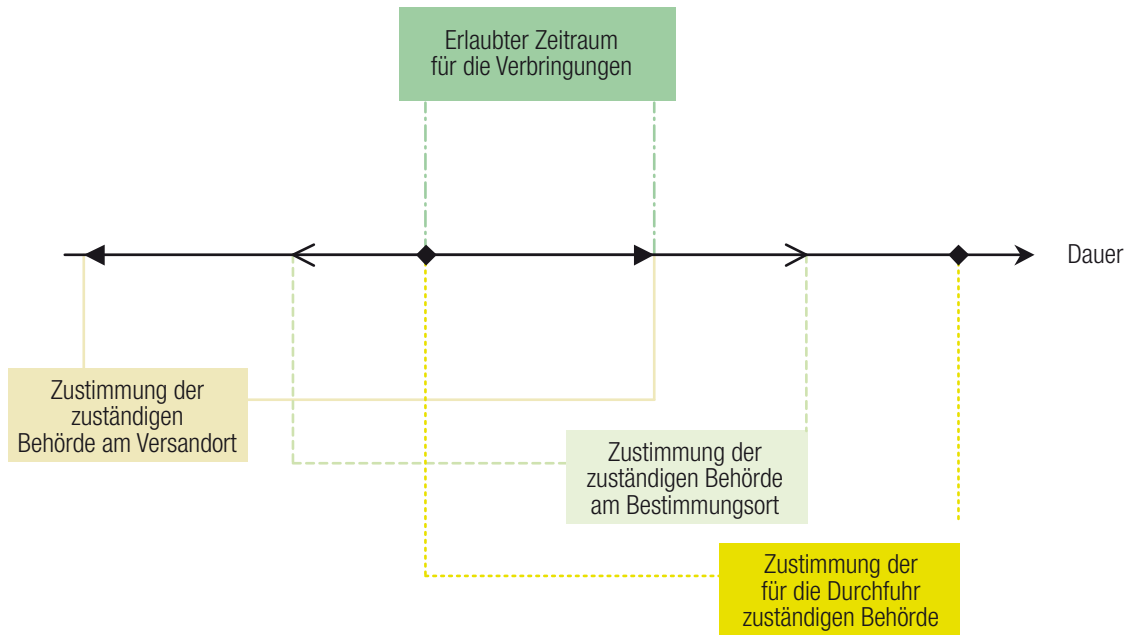
Legende



14.0 Anhang V

Diagramm über den Zeitraum, in dem die Verbringungen erfolgen können

Wenn die durch die zuständigen beteiligten Behörden erteilten Zustimmungen unterschiedliche Gültigkeitsdauern haben, dürfen die Verbringungen nur in dem Zeitraum stattfinden, in dem alle Zustimmungen gültig sind.



15.0 Anhang VI

Abfallarten der Grüne Liste (Stand Juni 2007)

- B1010** Abfälle aus Metallen und Metalllegierungen in metallischer nichtdisperser Form: - Edelmetalle (Gold, Silber, Platingruppe, jedoch nicht Quecksilber) - Eisen- und Stahlschrott - Kupferschrott - Nickelschrott - Aluminiumschrott - Zinkschrott - Zinnschrott - Wolframschrott - Molybdänschrott - Tantschrott - Magnesiumschrott - Kobaltschrott - Bismutschrott - Titanschrott - Zirconiumschrott - Manganschrott - Germaniumschrott - Vanadiumschrott - Hafnium-, Indium-, Niob-, Rhenium- und Galliumschrott - Thoriumschrott - Schrott von Seltenerdmetallen - Chromschrott
- B1020** Reiner, nichtkontaminierter Metallschrott, einschließlich Legierungen in massiver, bearbeiteter Form (Bleche, Grobblech, Träger, Stäbe usw.): - Antimonschrott - Berylliumschrott - Cadmiumschrott - Bleischrott (ausgenommen Bleiakкумуляtoren) - Seleneschrott - Tellurschrott
- B1030** Refraktärmetallhaltige Rückstände (hochschmelzende Metalle)
- B1031** Abfälle aus Molybdän-, Wolfram-, Titan-, Tantal-, Niob- und Rheniummetallen und ihren Legierungen (Metallpulver) in metallischer disperser Form, ausgenommen die in Liste A in Eintrag A1050 aufgeführten Abfälle, Galvanikschlämme
- B1040** Verschrottete Kraftwerkseinrichtungen, soweit sie nicht in einem solchen Ausmaß mit Schmieröl, PCB oder PCT verunreinigt sind, dass sie dadurch gefährlich werden
- B1050** Gemischte Nicht-Eisenmetalle, Schwerfraktion (Schredderschrott), die keine der in Anlage I genannten Stoffe in solchen Konzentrationen enthalten, dass sie eine der in Anlage III festgelegten Eigenschaften aufweisen
- B1060** Selen- und Tellurabfälle in elementarer metallischer Form einschließlich Pulver
- B1070** Disperse Kupfer- und Kupferlegierungsabfälle, die keine der in Anlage I genannten Bestandteile in solchen Mengen enthalten, dass sie eine der in Anlage III festgelegten Eigenschaften aufweisen
- B1080** Zinkaschen und -rückstände, einschließlich Rückständen von Zinklegierungen in disperser Form, sofern sie nicht die Gefahreneigenschaft H4.3 aufweisen und sofern sie nicht in Anlage I genannte Bestandteile in solchen Konzentrationen enthalten, dass sie eine der in Anlage III festgelegten Eigenschaften aufweisen
- B1090** Einer Spezifikation entsprechende Batterieabfälle, ausgenommen Blei-, Cadmium- und Quecksilber-Batterien
- B1100** Beim Schmelzen und Raffinieren von Metallen anfallende metallhaltige Abfälle: - Hartzinkabfälle - zinkhaltige Oberflächenschlacke: - Oberflächenschlacke aus dem Badverzinken (> 90 % Zn) - Bodenschlacke aus dem Badverzinken (> 92 % Zn) - Zinkrückstände aus dem Druckguss (> 85 % Zn) - Zinkrückstände aus dem Feuerverzinken (in der Masse) (> 92 % Zn) - Zinkkrätze - Alukrätze (oder Abschöpfungen), ausgenommen Salzschlacke - Abfälle von feuerfesten Auskleidungen, einschließlich Schmelzriegeln aus der Verhüttung von Kupfer - zur Raffination bestimmte Schlacken aus der Edelmetallproduktion - tantalhaltige Zinnschlacken mit einem Zinngehalt von weniger als 0,5 %
- B1115** Altkabel, die mit Kunststoffen ummantelt oder isoliert und nicht in Liste A1190 aufgeführt sind, unter Ausschluss solcher, die für Verfahren nach Anlage IV Abschnitt A oder andere Entsorgungsverfahren bestimmt sind, die in einem beliebigen Verfahrensschritt unkontrollierte thermische Prozesse wie offene Verbrennung einschließen
- B1120** Verbrauchte Katalysatoren, ausgenommen die als Katalysatoren verwendeten Flüssigkeiten, die Folgendes enthalten: – Übergangsmetalle, ausgenommen Katalysatorabfälle (verbrauchte Katalysatoren, gebrauchte flüssige oder sonstige Katalysatoren) der Liste A: Scandium Vanadium Mangan Kobalt Kupfer Yttrium Niob Hafnium Wolfram Titan Chrom Eisen Nickel Zink Zirconium Molybdän Tantal Rhenium – Lanthanoide (Seltenerdmetalle): Lanthan Praseodym Samarium Gadolinium Dysprosium Erbium Ytterbium Cer Neodym Europium Terbium Holmium Thulium Lutetium
- B1130** Gereinigte, verbrauchte edelmetallhaltige Katalysatoren
- B1140** Feste Edelmetallrückstände, die Spuren von anorganischen Cyaniden enthalten
- B1150** Abfälle von Edelmetallen (Gold, Silber, Platingruppe, jedoch nicht Quecksilber) und ihren Legierungen, in disperser, nichtflüssiger Form mit geeigneter Verpackung und Kennzeichnung
- B1160** Edelmetallhaltige Asche aus der Verbrennung von Leiterplatten (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste A, A1150)
- B1170** Edelmetallhaltige Asche aus der Verbrennung von fotografischen Filmen
- B1180** Abfälle von fotografischen Filmen, die Silberhalogenide oder Silber in metallischer Form enthalten
- B1190** Fotopapierabfälle, die Silberhalogenide oder Silber in metallischer Form enthalten

- B1200** Granulierte Schlacke aus der Eisen- und Stahlherstellung
- B1210** Schlacke aus der Eisen- und Stahlherstellung, einschließlich solcher, die zur Herstellung von TiO₂ und Vanadium verwendet wird
- B1220** Chemisch stabilisierte Schlacke aus der Zinkherstellung mit hohem Eisengehalt (über 20 %), nach Industriespezifikation behandelt (z. B. DIN 4301), hauptsächlich zur Verwendung im Baugewerbe
- B1230** Walzzunder aus der Eisen- und Stahlherstellung
- B1240** Kupferoxid-Walzzunder
- B1250** Altkraftfahrzeuge, die weder Flüssigkeiten noch andere gefährliche Komponenten enthalten
- B2010** Abfälle aus dem Bergbau in nichtdispenser Form:
- Abfälle von natürlichem Grafit - Abfälle von Tonschiefer, auch grob behauen oder durch Sägen oder auf andere Weise zerteilt - Glimmerabfall
- Abfälle aus Leuzit, Nephelin und Nephelinsyenit
- Feldspatabfälle - Flussspatabfälle - feste Siliciumdioxidabfälle mit Ausnahme solcher, die in Gießereien verwendet werden
- B2020** Glasabfälle in nichtdispenser Form - Bruchglas und andere Abfälle und Scherben, ausgenommen Glas von Kathodenstrahlröhren und anderen beschichteten Gläsern
- B2030** Keramikabfälle in nichtdispenser Form - Abfälle und Scherben von Cermets (Metallkeramik-Verbundwerkstoffe) - unter keiner anderen Position aufgeführte oder enthaltene Keramikfasern
- B2040** Andere Abfälle aus vorwiegend anorganischen Bestandteilen - teilweise gereinigtes Calciumsulfat aus der Rauchgasentschwefelung - beim Abbruch von Gebäuden anfallende Gipskartonabfälle - chemisch stabilisierte Schlacke mit hohem Eisengehalt (über 20 %) aus der Kupferherstellung, nach Industriespezifikation behandelt (z. B. DIN 4301 und DIN 8201), vor allem zur Verwendung als Baustoff und Schleifmittel+ - fester Schwefel - Calciumcarbonat aus der Herstellung von Calciumcyanamid (pH < 9) - Natrium-, Kalium- und Calciumchloride - Carborundum (Siliciumcarbid) - Betonbruchstücke - Lithium-Tantal-Glasschrott und Lithium-Niob-Glasschrott
- B2060** Verbrauchte Aktivkohle, die keine der in Anlage I genannten Bestandteile in solchen Mengen enthält, dass sie eine der in Anlage III festgelegten Eigenschaften aufweisen, zum Beispiel Aktivkohle aus der Trinkwasserbehandlung, Lebensmittelverarbeitung und Vitaminherstellung (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste A, A4160)
- B2070** Calciumfluoridschlamm
- B2080** In Liste A nicht enthaltene, in der chemischen Industrie anfallende Gipsabfälle (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste A, A2040)
- B2090** Verbrauchte Anoden aus Petrolkoks oder Bitumen aus der Stahl- oder Aluminiumherstellung, nach üblichen Industriespezifikationen gereinigt (ausgenommen Anoden aus der Chloralkalielektrolyse und der metallurgischen Industrie)
- B2100** Abfälle aus Aluminiumhydraten, Aluminiumoxid und Rückständen aus der Aluminiumoxidherstellung, ausgenommen Stoffe, die zur Gasreinigung oder zu Flockungs- und Filtrierprozessen verwendet wurden
- B2110** Bauxitrückstände (Rotschlamm) (nach Einstellung auf pH < 11,5)
- B2120** Nicht korrosive oder sonstwie gefährliche Säure- oder Laugenabfälle mit einem pH > 2 und < 11,5 (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste A, A4090)
- B2130** Bituminöses teerfreies Material (Asphalt-abfälle) aus Straßenbau und -erhaltung (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste A, A3200)
- B3010** Feste Kunststoffabfälle Folgende nach einer Spezifikation aufbereitete Kunststoffe und Mischkunststoffe, sofern sie nicht mit anderen Abfällen vermischt sind: - Kunststoffabfälle aus nichthalogenierten Polymeren und Copolymeren, einschließlich, aber nicht begrenzt auf folgende Stoffe: - Ethylen - Styrol - Polypropylen - Polyethylenterephthalat - Acrylnitril - Butadien - Polyacetale - Polyamide - Polybutylenterephthalat - Polycarbonate - Polyether - Polyphenylsulfid - Acrylpolymer - Alkane (C10-C13) (Weichmacher) - Polyurethane (FCKW-frei) - Polysiloxane - Polymethylmethacrylat - Polyvinylalkohol - Polyvinylbutyral - Polyvinylacetat - ausgehärtete Harzabfälle oder Kondensationsprodukte, einschließlich folgender Stoffe: - Harnstoff-Formaldehyd-Harze - Phenol-Formaldehyd-Harze - Melamin-Formaldehyd-Harze - Epoxidharze - Alkydharze - Polyamide folgende fluorierte Polymerabfälle: - Perfluorethylen/-propylen (FEP) - Perfluoralkoxyalkan - Tetrafluorethylen/Perfluorvinylether (PFA) - Tetrafluorethylen/Perfluormethylvinylether (MFA) - Polyvinylfluorid (PVF) - Polyvinylidenfluorid (PVDF) - Tetrafluorethylen
- B3020** Abfälle aus Papier, Pappe (Karton) und Papierwaren Folgende Stoffe, sofern sie nicht mit gefährlichen Abfällen vermischt sind: Abfälle und Ausschuss von Papier und Pappe: - ungebleichtes Papier und Wellpapier und ungebleichte Pappe und Wellpappe - hauptsächlich aus gebleichter, nicht in der Masse gefärbter Holzcellulose bestehendes anderes Papier und daraus bestehende andere Pappe - hauptsächlich aus mechanischen Halbstoffen bestehendes Papier und daraus bestehende Pappe (beispielsweise Zeitungen, Zeitschriften und ähnliche Drucksachen) - andere, einschließlich, aber nicht begrenzt auf: 1. Pappe (Karton) 2. nicht sortierter Ausschuss

- B3030** Textilabfälle: Folgende nach einer Spezifikation aufbereitete Stoffe, sofern sie nicht mit anderen Abfällen vermischt sind: - Seidenabfälle (einschließlich nicht abhaspelbarer Kokons, Garnabfälle und Reißspinnstoff) - weder gekrempelt noch gekämmt - andere - Abfälle von Wolle oder feinen oder groben Tierhaaren, einschließlich Garnabfälle, jedoch ausschließlich Reißspinnstoff - Kämmlinge von Wolle oder feinen Tierhaaren - andere Abfälle von Wolle oder feinen Tierhaaren - Abfälle von groben Tierhaaren - Abfälle von Baumwolle (einschließlich Garnabfälle und Reißspinnstoff) - Garnabfälle - Reißspinnstoff - andere - Flachswerg und -abfälle - Werg und Abfälle (einschließlich Garnabfälle und Reißspinnstoff) von Hanf (*Cannabis sativa* L.) - Werg und Abfälle (einschließlich Garnabfälle und Reißspinnstoff) von Jute und anderen Basttextilfasern (ausschließlich Flachs, Hanf und Ramie) - Werg und Abfälle (einschließlich Garnabfälle und Reißspinnstoff) von Sisal und anderen Agavetextilfasern - Werg, Kämmlinge und Abfälle (einschließlich Garnabfälle und Reißspinnstoff) von Kokoswerg, Kämmlinge und Abfälle (einschließlich Garnabfälle und Reißspinnstoff) von Abaca (*Manilahanf* oder *Musa textilis* Nee) - Werg, Kämmlinge und Abfälle (einschließlich Garnabfälle und Reißspinnstoff) von Ramie und anderen Pflanzentextilfasern, die anderweitig weder genannt noch inbegriffen sind - Abfälle von Chemiefasern (einschließlich Kämmlinge, Garnabfälle und Reißspinnstoff) - aus synthetischen Chemiefasern - aus künstlichen Chemiefasern - Altwaren - Lumpen, Zwirnabfälle, Bindfäden, Taue und Kabel sowie Textilwaren daraus - sortiert - andere
- B3035** Teppichboden- und Teppichabfälle
- B3040** Gummiabfälle: Folgende Stoffe, sofern sie nicht mit anderen Abfällen vermischt sind: - Abfälle und Schnitzel von Hartgummi (z. B. Ebonit) - andere Gummiabfälle (sofern nicht unter einer anderen Position aufgeführt)
- B3050** Abfälle aus nicht behandeltem Kork und Holz - Sägespäne und Holzabfälle, auch zu Pellets, Briketts, Scheiten oder ähnlichen Formen verpresst - Korkabfälle: Korkschott, Korkmehl und Korkplatten
- B3060** Abfälle aus der Agro- und Nahrungsmittelindustrie, sofern nicht infektiös: - Weintrub - getrocknete und sterilisierte pflanzliche Abfälle, Rückstände und Nebenerzeugnisse, auch Pellets oder Viehfutter, sofern nicht unter einer anderen Position aufgeführt oder enthalten - Degras: Rückstände aus der Verarbeitung von Fettstoffen oder tierischen oder pflanzlichen Wachsen - Abfälle aus Knochen und Hornteilen, unverarbeitet, entfettet, nur zubereitet, jedoch nicht zugeschnitten, mit Säure behandelt oder entgelatiniert - Fischabfälle - Kakaoschalen, Kakaohäutchen und anderer Kakaoabfall - andere Abfälle aus der Agro- und Nahrungsmittelindustrie, ausgenommen Nebenerzeugnisse, die den für menschliche und tierische Ernährung geltenden nationalen bzw. internationalen Auflagen und Normen genügen
- B3065** Altspisefette und Öle tierischen oder pflanzlichen Ursprungs (z. B. Frittieröle), sofern sie keine der in Anlage III festgelegten Eigenschaften aufweisen
- B3070** Folgende Abfälle: - Abfälle von Menschenhaar - Strohabfälle - bei der Herstellung von Penicillin anfallendes und zur Tierfütterung bestimmtes, inaktiviertes Pilzmyzel
- B3080** Bruch und Schnitzel von Gummiabfällen
- B3090** Schnitzel und sonstige Abfälle von Leder oder Verbundleder, ausgenommen Lederschlamm, die sich zur Herstellung von Lederartikeln nicht eignen und keine Chrom(VI)-Verbindungen oder Biozide enthalten (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste A, A3100)
- B3100** Lederstaub, -asche, -schlämme oder -mehl, die keine Chrom(VI)-Verbindungen oder Biozide enthalten (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste A, A3090)
- B3110** Abfälle aus der Pelzverarbeitung, die keine Chrom(VI)-Verbindungen, Biozide oder infektiösen Stoffe enthalten (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste A, A3110)
- B3120** Abfälle von Lebensmittelfarben
- B3130** Abfälle von polymerisierten Ethern und nicht gefährlichen Monomerethern, die keine Peroxide bilden können
- B3140** Altreifen, sofern sie nicht für ein in Anlage IV Abschnitt A festgelegtes Verfahren bestimmt sind
- B4010** Abfälle, die vorwiegend aus wasserverdünnbaren Dispersionsfarben, Tinten und ausgehärteten Lacken bestehen und die keine organischen Lösemittel, Schwermetalle oder Biozide in solchen Mengen enthalten, dass sie dadurch gefährlich werden (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste A, A4070)
- B4020** Abfälle aus der Herstellung, Formulierung und Verwendung von Harzen, Latex, Weichmachern, Leimen/Klebstoffen, soweit sie nicht in Liste A aufgeführt sind und keine Lösungsmittel und andere Verunreinigungen in solchen Mengen enthalten, dass sie eine der in Anlage III festgelegten Eigenschaften aufweisen, beispielsweise wasserlösliche Produkte oder Klebstoffe auf der Grundlage von Casein-Stärke, Dextrin, Celluloseethern, Polyvinylalkoholen (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste A, A3050)
- B4030** Gebrauchte Einwegfotoapparate mit nicht in Liste A enthaltenen Batterien
- GB040** Schlacken, aus der Behandlung von Edelmetallen und Kupfer, zur späteren Wiederverwendung
- GC010** Ausschließlich aus Metallen oder Legierungen bestehende elektrische Geräte und Bauteile

- GC020** Abfälle aus elektronischen Geräten und Bauteilen (z. B. gedruckte Schaltungen auf Platten, Draht usw.) und wieder verwertete elektronische Bauteile, die sich zur Rückgewinnung von unedlen- und Edelmetallen eignen
- GC030** Schiffe und andere schwimmende Vorrichtungen, zum Abwracken, ohne Ladung und andere aus dem Betreiben des Schiffes herrührende Stoffe, die als gefährlicher Stoff oder Abfall eingestuft sein könnten
- GC050** Verbrauchte Katalysatoren aus dem katalytischen Kracken im Flieβbett (z. B. Aluminiumoxid, Zeolithe)
- GE020** Glasfaserabfälle
- GF010** Abfälle von keramischen Waren, die nach vorheriger Formgebung gebrannt wurden, einschließlich Keramikbehältnisse (vor und nach Verwendung)
- GG030** Schwere Asche und Feuerungsschlacken aus Kohlekraftwerken
- GG040** Flugasche aus Kohlekraftwerken
- GH013** Vinylchloridpolymere
- GN010** Abfälle von Borsten von Hausschweinen oder Wildschweinen, Dachshaaren und anderen Tierhaaren zur Herstellung von Besen, Bürsten und Pinseln
- GN020** Rosshaarabfälle, auch in Lagen, mit oder ohne Unterlage
- GN030** Abfälle von Vogelbälgen und anderen Vogelteilen, mit ihren Federn oder Daunen, Federn und Teilen von Federn (auch beschnitten), Daunen, roh oder nur gering gereinigt, desinfiziert oder zum Haltbarmachen behandelt

16.0 Anhang VII

Abfallarten der gelben

Liste (Stand Juni 2007)

- A1010** Metallabfälle und Abfälle von Legierungen mit einem der folgenden Elemente: - Antimon - Arsen - Beryllium - Cadmium - Blei - Quecksilber - Selen - Tellur - Thallium jedoch ausgenommen die in Liste B ausdrücklich aufgeführten Abfälle
- A1020** Abfälle, ausgenommen Metallabfälle in massiver Form, die als Bestandteile oder als Verunreinigungen Folgendes enthalten: - Antimon; Antimonverbindungen - Beryllium; Berylliumverbindungen - Cadmium; Cadmiumverbindungen - Blei; Bleiverbindungen - Selen; Selenverbindungen - Tellur; Tellurverbindungen
- A1030** Abfälle, die als Bestandteile oder als Verunreinigungen Folgendes enthalten: - Arsen; Arsenverbindungen - Quecksilber; Quecksilberverbindungen - Thallium; Thalliumverbindungen
- A1040** Abfälle, die als Bestandteile Folgendes enthalten: - Metallcarbonyle - Chrom(VI)-Verbindungen
- A1050** Galvanikschlämme
- A1060** Beim Beizen von Metallen anfallende flüssige Abfälle
- A1070** Laugungsrückstände aus der Zinkbearbeitung, Staub und Schlamm wie Jarosit, Hämatit usw.
- A1080** Abfälle von in Liste B nicht aufgeführten Zinkrückständen, die Blei und Cadmium in solchen Konzentrationen enthalten, dass sie in Anlage III festgelegte Eigenschaften aufweisen
- A1090** Asche aus der Verbrennung von isoliertem Kupferdraht
- A1100** Staub und Rückstände aus den Abgasreinigungsanlagen von Kupferschmelzöfen
- A1110** Verbrauchte Elektrolytlösungen aus der elektrolytischen Gewinnung oder Reinigung von Kupfer
- A1120** Schlammförmiger Abfall, ausgenommen Anodenschlamm, aus der elektrolytischen Gewinnung oder Reinigung von Kupfer
- A1130** Gelöstes Kupfer enthaltende, verbrauchte Ätzlösungen
- A1140** Abfälle von Kupfer(II)-chlorid- und Kupfercyanidkatalysatoren
- A1150** Edelmetallasche aus der Verbrennung von Leiterplatten, soweit sie nicht in Liste B aufgeführt sind
- A1160** Abfälle von Bleiakkumulatoren, ganz oder zerkleinert

- A1170** Abfälle von nicht sortierten Batterien, ausgenommen Gemische, die ausschließlich aus in Liste B aufgeführten Batterien bestehen. In Liste B nicht aufgeführte Batterien, die in Anlage I genannte Bestandteile in solchen Mengen enthalten, dass sie dadurch gefährlich werden
- A1190** Altkabel, die mit Kunststoffen ummantelt oder isoliert sind, welche Kohlentee, PCB, Blei, Cadmium, andere organische Halogenverbindungen oder andere in Anlage I genannte Bestandteile in solchen Mengen enthalten oder damit in einem solchen Ausmaß verunreinigt sind, dass sie in Anlage III festgelegte Eigenschaften aufweisen
- A2010** Glasabfälle aus Kathodenstrahlröhren oder sonstigen beschichteten Gläsern
- A2020** Abfälle von anorganischen – flüssigen oder schlammförmigen – Fluorverbindungen, jedoch mit Ausnahme der in Liste B aufgeführten Abfälle
- A2030** Abfälle von Katalysatoren, jedoch mit Ausnahme der in Liste B aufgeführten Abfälle
- A2040** Bei Verfahren der chemischen Industrie anfallende Gipsabfälle, wenn sie in Anlage I genannte Bestandteile in solchen Mengen enthalten, dass sie eine der in Anlage III festgelegten gefährlichen Eigenschaften aufweisen (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste B, B2080)
- A2050** Asbestabfälle (Staub und Fasern)
- A3010** Abfälle aus der Herstellung oder Behandlung von Petrolkoks und Bitumen
- A3020** Mineralölabfälle, die für ihren ursprünglichen Verwendungszweck nicht mehr geeignet sind
- A3030** Abfälle, die Schlämme von verbleitem Antiklopfmittel enthalten, aus solchen bestehen oder mit solchen verunreinigt sind
- A3040** Abfälle von (Wärmeübertragungs-)Heizflüssigkeiten
- A3050** Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Verwendung von Harzen, Latex, Weichmachern oder Leimen/Klebstoffen, mit Ausnahme der in Liste B aufgeführten Abfälle (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste B, B4020)
- A3060** Nitrocelluloseabfälle
- A3070** Abfälle von Phenolen und Phenolverbindungen, einschließlich Chlorphenolen in Form von Flüssigkeiten oder Schlämmen
- A3080** Etherabfälle, mit Ausnahme der in Liste B aufgeführten Abfälle
- A3090** Abfälle aus Lederstaub, -asche, -schlamm und -mehl, die Chrom(VI)-Verbindungen oder Biozide enthalten (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste B, B3100)
- A3100** Schnitzel und sonstige Abfälle von Leder oder Lederverbunde, die zur Herstellung von Lederartikeln nicht geeignet sind und Chrom(VI)-Verbindungen oder Biozide enthalten (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste B, B3090)
- A3110** Abfälle aus der Pelzverarbeitung, die Chrom (VI)-Verbindungen, Biozide oder infektiöse Stoffe enthalten (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste B, B3110)
- A3120** FLUFF – Schredderleichtfraktion
- A3130** Abfälle von phosphororganischen Verbindungen
- A3140** Abfälle von nichthalogenierten organischen Lösungsmitteln, ausgenommen die in Liste B aufgeführten Abfälle
- A3150** Abfälle von halogenierten organischen Lösungsmitteln
- A3160** Abfälle von halogenierten und nichthalogenierten nichtwässrigen Destillationsrückständen aus der Rückgewinnung von organischen Lösungsmitteln
- A3170** Abfälle aus der Herstellung von halogenierten aliphatischen Kohlenwasserstoffen (wie Chlormethan, Dichlorethan, Vinylchlorid, Vinylidenchlorid, Allylchlorid und Epichlorhydrin)
- A3180** Abfälle, Stoffe und Zubereitungen, die polychlorierte Biphenyle (PCB), polychlorierte Terphenyle (PCT), polychlorierte Naphthaline (PCN), polybromierte Biphenyle (PBB) oder analoge polybromierte Verbindungen enthalten, aus solchen bestehen oder damit verunreinigt sind, und zwar in Konzentrationen von ≥ 50 mg/kg
- A3190** Bei Raffination, Destillation und pyrolytischer Behandlung von organischen Stoffen anfallende Teerabfälle (ausgenommen bituminöser Asphalt-aufbruch)
- A3200** Bituminöses teerhaltiges Material (Asphaltabfälle) aus Straßenbau und Erhaltung (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste B, B2130)
- A4010** Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Verwendung von Arzneimitteln, mit Ausnahme der in Liste B aufgeführten Abfälle
- A4020** Klinischer Abfall und ähnliche Abfälle, d. h. Abfälle, die bei ärztlicher Behandlung, Krankenpflege, Zahnbehandlung, tierärztlicher und ähnlicher Behandlung oder in Krankenhäusern oder sonstigen Anlagen bei der Untersuchung oder Behandlung von Patienten oder im Rahmen von Forschungsvorhaben anfallen

- A4030** Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Verwendung von Bioziden und Pflanzenschutzmitteln, einschließlich Abfällen von Pestiziden und Herbiziden, die den Spezifikationen nicht genügen, deren Verfallsdatum überschritten ist oder die für den ursprünglich vorgesehenen Zweck nicht geeignet sind
- A4040** Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Verwendung chemischer Holzschutzmittel
- A4050** Abfälle, die aus folgenden Stoffen bestehen, solche enthalten oder damit verunreinigt sind:
- anorganische Cyanide mit Ausnahme von festen, Edelmetalle enthaltenden Rückständen mit Spuren anorganischer Cyanide - organische Cyanide
- A4060** Abfälle von Öl/Wasser- und Kohlenwasserstoff/Wassergemischen und -emulsionen
- A4070** Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Verwendung von Tinten, Farbstoffen, Pigmenten, Farben, Lacken und Firnissen, ausgenommen die in Liste B aufgeführten Abfälle (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste B, B4010)
- A4080** Abfälle explosiver Art (ausgenommen die in Liste B aufgeführten Abfälle)
- A4090** Säure- oder Laugenabfälle, ausgenommen die in dem entsprechenden Eintrag in Liste B aufgeführten (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste B, B2120)
- A4100** Abfälle aus industriellen Abgasreinigungsanlagen, ausgenommen die in Liste B aufgeführten Abfälle
- A4110** Abfälle, die folgende Stoffe enthalten, aus solchen bestehen oder damit verunreinigt sind: - alle Isomere von polychlorierten Dibenzofuranen - alle Isomere von polychlorierten Dibenzodioxinen
- A4120** Abfälle, die aus Peroxiden bestehen, solche enthalten oder damit verunreinigt sind
- A4130** Verpackungsabfall und Behälter, die in Anlage I genannte Stoffe in solchen Konzentrationen enthalten, dass sie eine der in Anlage III festgelegten Gefahreneigenschaften aufweisen
- A4140** Abfälle, die aus Chemikalien bestehen, welche ihren Spezifikationen nicht entsprechen oder deren Verfallsdatum überschritten ist und welche den Gruppen in Anlage I entsprechen sowie eine der in Anlage III festgelegten Gefahreneigenschaften aufweisen, oder die mit solchen Chemikalien verunreinigt sind
- A4150** Chemikalienabfälle, die bei Forschungs-, Entwicklungs- oder Lehrtätigkeiten anfallen und nicht identifiziert sind und/oder neu sind und deren Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und/oder Umwelt unbekannt sind
- A4160** In Liste B nicht aufgeführte gebrauchte Aktivkohle (siehe den diesbezüglichen Eintrag in Liste B, B2060)
- AA010** Krätzen, Zunder und andere Abfälle aus der Eisen- und Stahlherstellung
- AA060** vanadiumhaltige Aschen und Rückstände
- AA190** brennbare und selbstentzündliche Abfälle und Schrott aus Magnesium oder solche, die bei Berührung mit Wasser gefährliche Mengen brennbarer Gase emittieren
- AB030** andere Abfälle als solche aus Systemen auf Cyanidbasis aus der Oberflächenbehandlung von Metallen
- AB070** Gießereisand
- AB120** anderweitig nicht aufgeführte oder eingeschlossene anorganische Halogenidverbindungen
- AB130** Sandstrahlrückstände
- AB150** nichtraffiniertes Calciumsulfid und Calciumsulfat aus der Rauchgasentschwefelung
- AC060** Hydraulikflüssigkeit
- AC070** Bremsflüssigkeit
- AC080** Frostschutzmittel
- AC150** Fluorchlorkohlenwasserstoffe
- AC160** Halone
- AC170** Abfälle von behandeltem Kork und behandeltem Holz
- AC250** Grenzflächenaktive Stoffe
- AC260** Flüssiger Schweinemist; Fäkalien
- AC270** Abwasserschlamm
- AD090** anderweitig nicht aufgeführte oder eingeschlossene Abfälle aus der Herstellung, Zubereitung und Verwendung von reprografischen oder fotografischen Materialien
- AD100** Abfälle aus Systemen auf anderer als Cyanidbasis, die bei der Oberflächenbehandlung von Kunststoffen anfallen
- AD120** Ionenaustauschharze
- AD150** als Filter verwendete, natürlich vorkommende organische Stoffe (z. B. Biofilter)
- RB020** Keramikfasern mit ähnlichen chemisch-physikalischen Eigenschaften wie Asbest
- Y46** Haushaltsabfälle, sofern sie nicht als Einzeleintrag in Anhang III entsprechend eingestuft sind
- Y47** Rückstände aus der Verbrennung von Haushaltsabfällen

17.0 Anhang VIII

Notifizierungsformular

Document de notification - Mouvements/transferts transfron

1. Exportateur - Notifiant N° d'enregistrement: : Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:	3. N° de notification: LU Notification concernant A.(i) Transfert unique: <input type="checkbox"/> (ii) Transferts multiples: <input type="checkbox"/> B.(i) Élimination (1): <input type="checkbox"/> (ii) Valorisation: <input type="checkbox"/> C. Installation de valorisation bénéficiant d'un consentement préalable (2;3) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>												
2. Importateur - Destinataire N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:	4. Nombre total de transferts prévus: 5. Quantité totale prévue (4): Tonnes (Mg): m ³ : 6. Période prévue pour le(s) transfert(s) (4): Premier départ: Dernier départ:												
8. Transporteur(s) prévu(s) N° d'enregistrement: Nom (7): Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Moyen de transport (5):	7. Type(s) de conditionnement(5): Prescriptions spéciales de manutention (6): Oui: <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> 11. Opération(s) d'élimination/de valorisation(2) Code D/Code R (5) : Technique utilisée (6): Motif de l'exportation (1;6):												
9. Producteur(s) des déchets (1;7;8) N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Lieu et procédé de production (6)	12. Dénomination et composition des déchets (6): 13. Caractéristiques physiques (5): 14. Identification des déchets (indiquer les codes correspondants) (i) Convention de Bâle - annexe VIII (ou IX d'il y a lieu): (ii) Code OCDE (si différent de (i)): (iii) Liste des déchets de la CE: (iv) Code national dans le pays d'exportation: (v) Code national dans le pays d'importation: (vi) Autre (préciser): (vii) Code Y (viii) Code H (5): (ix) Classe ONU (5): (x) N° d'identification ONU: (xi) Dénomination ONU: (xii) Code(s) des douane(s)(SH):												
10. Installation d'élimination (2): <input type="checkbox"/> Ou installation de valorisation (2): <input type="checkbox"/> N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Lieu effectif de l'élimination/de la valorisation	15. (a) Pays/États concernés (b) numéro de code des autorités compétentes s'il y a lieu (c) points précis d'entrée ou de sortie (point de passage frontalier ou port) <table border="1" style="width:100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width:33%;">État d'exportation/d'expédition</th> <th style="width:33%;">État(s) de transit (entrée et sortie)</th> <th style="width:33%;">État d'importation/de destination</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>(a))</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>(b)</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>(c)</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	État d'exportation/d'expédition	État(s) de transit (entrée et sortie)	État d'importation/de destination	(a))			(b)			(c)		
État d'exportation/d'expédition	État(s) de transit (entrée et sortie)	État d'importation/de destination											
(a))													
(b)													
(c)													
16. Bureaux de douane d'entrée et/ou de sortie et/ou d'exportation (Communauté européenne): Entrée: Sortie: Exportation:													
17. Déclaration de l'exportateur / du notifiant / du producteur (1): Je soussigné certifie que les renseignements indiqués sont exacts et établis de bonne foi. Je certifie également que les obligations contractuelles écrites prévues par la réglementation ont été remplies et que le mouvement transfrontière est ou sera couvert par toutes les assurances ou garanties financières éventuellement requises. Nom de l'exportateur/notifiant: Signature: Date: Nom du producteur: Signature: Date:													
RÉSERVÉ AUX AUTORITÉS COMPÉTENTES													
19. Accusé de réception délivré par l'autorité compétente des pays d'importation - de destination / de transit (1) / d'exportation - d'expédition (9): Pays: Notification reçue le: Accusé de réception transmis le: Nom de l'autorité compétente: Cachet et/ou signature:	20. Consentement écrit (1;8) au mouvement accordé par l'autorité compétente de (pays): Consentement accordé le: au: Consentement valable du: non: <input type="checkbox"/> si oui, voir case 21 (6): <input type="checkbox"/> Conditions particulières: Nom de l'autorité compétente: Cachet et/ou signature:												
21. Conditions particulières au consentement ou raisons de l'objection 													

(1) Requis par la Convention de Bâle

(2) En cas d'opération R12/R13 ou D13-D15, joindre aussi s'il y a lieu les renseignements correspondants sur la (les) installation(s) où seront effectuées les opérations ultérieures R1-R11 ou D1-D12

(3) À remplir pour les mouvements dans la zone OCDE et seulement pour les cas visés par B(ii)

(4) Joindre une liste détaillée en cas de transferts multiples

(5) Voir les codes dans la liste des abréviations et codes ci-jointe

(6) Joindre les renseignements plus détaillés s'il y a lieu

(7) Joindre une liste s'il y a plusieurs producteurs

(8) Si la législation nationale l'exige

(9) Le cas échéant dans le cadre de la décision de l'OCDE

Liste des abréviations et codes utilisés dans document de notification

<p>OPÉRATIONS D'ÉLIMINATION (case 11)</p> <p>D1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge, etc.) D2 Traitement en milieu terrestre, (par exemple, biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.) D3 Injection en profondeur (par exemple, injection des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles, etc.) D4 Lagunage, (par exemple, déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.) D5 Mise en décharge spécialement aménagée, (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et séparées les unes des autres et de l'environnement, etc.) D6 Rejet dans le milieu aquatique excepté les mers ou océans D7 Rejets dans les mers ou océans, y compris enfouissement dans le sous-sol marin D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs sur cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés de cette liste D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs sur cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés de cette liste (par exemple, évaporation, séchage, calcination, etc.) D10 Incinération à terre D11 Incinération en mer D12 Stockage permanent, (par exemple, placement de conteneurs dans une mine, etc.) D13 Mélange et regroupement préalablement à l'une des opérations de cette liste D14 Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de cette liste D15 Stockage préalablement à l'une des opérations numérotées de la présente liste</p>																																															
<p>OPÉRATIONS DE VALORISATION (case 11)</p> <p>R1 Utilisation comme combustible (autre que dans l'incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie (Bâle/OCDE) Utilisation principalement comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (UE) R2 Récupération ou régénération des solvants R3 Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants R4 Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques R5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques R6 Régénération des acides ou des bases R7 Récupération des produits servant à capter des polluants R8 Récupération des produits provenant de catalyseurs R9 Régénération ou autres réemplois des huiles usées R10 Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie R11 Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R1-R10 R12 Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une quelconque des opérations numérotées R1-R11 R13 Stockage de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations de la présente liste</p>																																															
<p>TYPES DE CONDITIONNEMENT (case 7)</p> <p>1. Fût métallique 2. Tonneau en bois 3. Bidon (jerrycan) 4. Caisse 5. Sac 6. Emballage composite 7. Récipient à pression 8. Récipient pour vrac 9. Autre (préciser)</p>	<p>CODE H ET CLASSE ONU (case 14)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Classe ONU</th> <th>Code H</th> <th>Caractéristiques</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>H1</td> <td>Matières explosives</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>H3</td> <td>Matières liquides inflammables</td> </tr> <tr> <td>4.1</td> <td>H4.1</td> <td>Matières solides inflammables</td> </tr> <tr> <td>4.2</td> <td>H4.2</td> <td>Matières spontanément inflammables</td> </tr> <tr> <td>4.3</td> <td>H4.3</td> <td>Matières qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables</td> </tr> <tr> <td>5.1</td> <td>H5.1</td> <td>Matières comburantes</td> </tr> <tr> <td>5.2</td> <td>H5.2</td> <td>Peroxides organiques</td> </tr> <tr> <td>6.1</td> <td>H6.1</td> <td>Matières toxiques (aiguës)</td> </tr> <tr> <td>6.2</td> <td>H6.2</td> <td>Matières infectieuses</td> </tr> <tr> <td>8</td> <td>H8</td> <td>Matières corrosives</td> </tr> <tr> <td>9</td> <td>H10</td> <td>Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau</td> </tr> <tr> <td>9</td> <td>H11</td> <td>Matières toxiques (effets différés ou chroniques)</td> </tr> <tr> <td>9</td> <td>H12</td> <td>Matières écotoxiques</td> </tr> <tr> <td>9</td> <td>H13</td> <td>Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus</td> </tr> </tbody> </table>		Classe ONU	Code H	Caractéristiques	1	H1	Matières explosives	3	H3	Matières liquides inflammables	4.1	H4.1	Matières solides inflammables	4.2	H4.2	Matières spontanément inflammables	4.3	H4.3	Matières qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables	5.1	H5.1	Matières comburantes	5.2	H5.2	Peroxides organiques	6.1	H6.1	Matières toxiques (aiguës)	6.2	H6.2	Matières infectieuses	8	H8	Matières corrosives	9	H10	Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau	9	H11	Matières toxiques (effets différés ou chroniques)	9	H12	Matières écotoxiques	9	H13	Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus
Classe ONU	Code H	Caractéristiques																																													
1	H1	Matières explosives																																													
3	H3	Matières liquides inflammables																																													
4.1	H4.1	Matières solides inflammables																																													
4.2	H4.2	Matières spontanément inflammables																																													
4.3	H4.3	Matières qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables																																													
5.1	H5.1	Matières comburantes																																													
5.2	H5.2	Peroxides organiques																																													
6.1	H6.1	Matières toxiques (aiguës)																																													
6.2	H6.2	Matières infectieuses																																													
8	H8	Matières corrosives																																													
9	H10	Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau																																													
9	H11	Matières toxiques (effets différés ou chroniques)																																													
9	H12	Matières écotoxiques																																													
9	H13	Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus																																													
<p>MOYENS DE TRANSPORT (case 8)</p> <p>R = Route T = Train/rail S = Mer A = Air W = Navigation intérieure</p>																																															
<p>CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES (case 13)</p> <p>1. Poudreux/pulvérulent 2. Solide 3. Pâteux/sirupeux 4. Boueux 5. Liquide 6. Gazeux 7. Autre (préciser)</p>																																															

On trouvera davantage d'informations, notamment sur l'identification des déchets (case 14), c'est-à-dire sur les codes des déchets figurant aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle, les codes OCDE et les codes Y, dans un manuel d'application/d'instructions disponible auprès de l'OCDE et du secrétariat de la convention de Bâle.

Le traitement informatique des données est effectué afin de faciliter le contrôle des données fournies et pour générer des statistiques. Les inscriptions sont obligatoires. A défaut des données, les transferts ne peuvent être autorisés. Les noms des destinataires ainsi que les quantités acceptées par ceux-ci seront publiés dans le rapport d'activité du Ministère de l'Environnement. Les personnes auprès desquelles des données nominatives sont collectées y ont un droit d'accès et de rectification.

18.0 Anhang VIX

Begleitformular

Document de mouvement pour mouvements/transferts de déchets

1. Correspondant à la notification N°: LU		2. Numéro de série du transfert/nombre total de transferts: /	
3. Exportateur - Notifiant N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: E-mail: Fax:		4. Importateur - Destinataire N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: E-mail: Fax:	
5. Quantité réelle: Tonnes (Mg): m ³ :		6. Date réelle du transfert:	
7. Conditionnement Type(s) (1): Nombre de colis: Prescriptions particulières de manutention: (2) oui: <input type="checkbox"/> non: <input type="checkbox"/>			
8.(a) 1^{er} Transporteur (3): N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Tél: Fax: E-mail:		8.(b) 2^e Transporteur: N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Tél: Fax: E-mail:	8.(c) Dernier Transporteur: N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Tél: Fax: E-mail:
----- À remplir par le représentant du transporteur -----			
Moyen de transport (1):		Plus de 3 transporteurs (2) <input type="checkbox"/>	
Date de la prise en charge:		Date de la prise en charge:	
Signature:		Signature:	
9. Producteur(s) des déchets (4;5;6): N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: E-mail: Lieu de production (2):		12. Dénomination et composition des déchets (2):	
10. Installation d'élimination <input type="checkbox"/> ou de valorisation <input type="checkbox"/>		13. Caractéristiques physiques (1):	
N° d'enregistrement: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: E-mail: Lieu effectif de l'élimination/de la valorisation (2)		14. Identification des déchets (indiquer les codes correspondants) (i) Convention de Bâle - Annexe VIII (ou IX s'il y a lieu): (ii) Code OCDE code (si différent de (i)): (iii) Liste des déchets de la CE: (iv) Code national dans le pays d'exportation: (v) Code national dans le pays d'importation: (vi) Autre (préciser): (vii) Code Y: (viii) Code H (1): (ix) Classe ONU (1): (x) N° d'identification ONU: (xi) Dénomination ONU: (xii) Code(s) des douane(s) (SH):	
11. Opération(s) d'élimination - de valorisation Code D/R (1):			
15. Déclaration de l'exportateur/du notifiant/du producteur (4): Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cases ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. Je certifie également que les obligations contractuelles écrites prévues par la réglementation ont été remplies, que le mouvement transfrontière est couvert par toutes les assurances ou garanties financières éventuellement requises et que toutes les autorisations ont été reçues des autorités compétentes des pays concernés. Nom: Signature: Date:			
16. À remplir par toute personne impliquée dans le mouvement transfrontière s'il y a lieu de fournir d'autres renseignements			
17. Transfert reçu par l'importateur - le destinataire (autre qu'une installation):		Date: Nom: Signature:	
À REMPLIR PAR L'INSTALLATION D'ÉLIMINATION/DE VALORISATION			
18. Transfert reçu à l'installation d'élimination <input type="checkbox"/> ou de valorisation <input type="checkbox"/>		19. Je soussigné certifie que l'élimination/ la valorisation des déchets décrits ci-dessus a été effectuée.	
Date de réception: Accepté: <input type="checkbox"/> Rejetée*: <input type="checkbox"/>		Date:	
Quantité reçue: Tonnes (Mg): m ³ : Date approximative d'élimination/de valorisation : Opération d'élimination - de valorisation (1): Date: Nom: Signature:		*contacter immédiatement les autorités compétentes Nom: Signature et cachet:	

(1) Voir les codes dans la liste des abréviations et codes ci-jointe

(2) Joindre des renseignements plus détaillés s'il y a lieu

(3) S'il y a plus de 3 transporteurs, joindre les renseignements prévus aux cases 8 (a,b,c).

(4) Par la Convention de Bâle

(5) Joindre une liste s'il y a plusieurs producteurs

(6) Si la législation nationale l'exige

RÉSERVÉ AUX BUREAUX DE DOUANE (si la législation nationale l'exige)			
20. PAYS D'EXPORTATION - D'EXPÉDITION OU BUREAU DE DOUANE DE SORTIE Les déchets décrits dans le présent document de mouvement ont quitté le pays le: Signature: Cachet:		21. PAYS D'IMPORTATION - DE DESTINATION OU BUREAU DE DOUANE D'ENTRÉE Les déchets décrits dans le présent document de mouvement sont entrés dans le pays le: Signature: Cachet:	
22. CACHET DES BUREAUX DE DOUANE DES PAYS DE TRANSIT			
Nom du pays: Entrée:		Nom du pays: Entrée:	
Sortie:		Sortie:	
Nom du pays: Entrée:		Nom du pays: Entrée:	
Sortie:		Sortie:	

Liste des abréviations et codes utilisés dans le document de mouvement

OPÉRATIONS D'ÉLIMINATION (case 11) D1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge, etc.) D2 Traitement en milieu terrestre, (par exemple, biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.) D3 Injection en profondeur (par exemple, injection des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles, etc.) D4 Lagunage, (par exemple, déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.) D5 Mise en décharge spécialement aménagée, (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et séparées les unes des autres et de l'environnement, etc.) D6 Rejet dans le milieu aquatique excepté les mers ou océans D7 Rejets dans les mers ou océans, y compris enfouissement dans le sous-sol marin D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs sur cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés de cette liste D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs sur cette liste, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés de cette liste (par exemple, évaporation, séchage, calcination, etc.) D10 Incinération à terre D11 Incinération en mer D12 Stockage permanent, (par exemple, placement de conteneurs dans une mine, etc.) D13 Mélange et regroupement préalablement à l'une des opérations de cette liste D14 Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de cette liste D15 Stockage préalablement à l'une des opérations numérotées de la présente liste		OPÉRATIONS DE VALORISATION (case 11) R1 Utilisation comme combustible (autre que dans l'incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie (Bâle/OCDE) / Utilisation principalement comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (JE) R2 Récupération ou régénération des solvants R3 Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants R4 Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques R5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques R6 Régénération des acides ou des bases R7 Récupération des produits servant à capter des polluants R8 Récupération des produits provenant de catalyseurs R9 Régénération ou autres réemplois des huiles usées R10 Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie R11 Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R1-R10 R12 Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une quelconque des opérations numérotées R1-R11 R13 Stockage de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations de la présente liste																																														
TYPES DE CONDITIONNEMENT (case 7) 1. Fût métallique 2. Tonneau en bois 3. Bidon (Jerrycan) 4. Caisse 5. Sac 6. Emballage composite 7. Récipient à pression 8. Récipient pour vrac 9. Autre (préciser)		CODE H ET CLASSE ONU (case 14) <table border="1"> <thead> <tr> <th>Classe ONU</th> <th>Code H</th> <th>Caractéristiques</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>1</td><td>H1</td><td>Matières explosives</td></tr> <tr><td>3</td><td>H3</td><td>Matières liquides inflammables</td></tr> <tr><td>4.1</td><td>H4.1</td><td>Matières solides inflammables</td></tr> <tr><td>4.2</td><td>H4.2</td><td>Matières spontanément inflammables</td></tr> <tr><td>4.3</td><td>H4.3</td><td>Matières qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables</td></tr> <tr><td>5.1</td><td>H5.1</td><td>Matières comburantes</td></tr> <tr><td>5.2</td><td>H5.2</td><td>Peroxides organiques</td></tr> <tr><td>6.1</td><td>H6.1</td><td>Matières toxiques (aiguës)</td></tr> <tr><td>6.2</td><td>H6.2</td><td>Matières infectieuses</td></tr> <tr><td>8</td><td>H8</td><td>Matières corrosives</td></tr> <tr><td>9</td><td>H10</td><td>Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau</td></tr> <tr><td>9</td><td>H11</td><td>Matières toxiques (effets différés ou chroniques)</td></tr> <tr><td>9</td><td>H12</td><td>Matières écotoxiques</td></tr> <tr><td>9</td><td>H13</td><td>Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus</td></tr> </tbody> </table>		Classe ONU	Code H	Caractéristiques	1	H1	Matières explosives	3	H3	Matières liquides inflammables	4.1	H4.1	Matières solides inflammables	4.2	H4.2	Matières spontanément inflammables	4.3	H4.3	Matières qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables	5.1	H5.1	Matières comburantes	5.2	H5.2	Peroxides organiques	6.1	H6.1	Matières toxiques (aiguës)	6.2	H6.2	Matières infectieuses	8	H8	Matières corrosives	9	H10	Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau	9	H11	Matières toxiques (effets différés ou chroniques)	9	H12	Matières écotoxiques	9	H13	Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus
Classe ONU	Code H	Caractéristiques																																														
1	H1	Matières explosives																																														
3	H3	Matières liquides inflammables																																														
4.1	H4.1	Matières solides inflammables																																														
4.2	H4.2	Matières spontanément inflammables																																														
4.3	H4.3	Matières qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables																																														
5.1	H5.1	Matières comburantes																																														
5.2	H5.2	Peroxides organiques																																														
6.1	H6.1	Matières toxiques (aiguës)																																														
6.2	H6.2	Matières infectieuses																																														
8	H8	Matières corrosives																																														
9	H10	Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau																																														
9	H11	Matières toxiques (effets différés ou chroniques)																																														
9	H12	Matières écotoxiques																																														
9	H13	Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus																																														
MOYENS DE TRANSPORT (case 8) R = Route T = Train/rail S = Mer A = Air W = Navigation intérieure																																																
CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES (case 13) <table border="1"> <tbody> <tr> <td>1. Poudreux/pulvérulent</td> <td>5. Liquide</td> </tr> <tr> <td>2. Solide</td> <td>6. Gazeux</td> </tr> <tr> <td>3. Pâteux/sirupeux</td> <td>7. Autre (préciser)</td> </tr> <tr> <td>4. Boueux</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		1. Poudreux/pulvérulent	5. Liquide	2. Solide	6. Gazeux	3. Pâteux/sirupeux	7. Autre (préciser)	4. Boueux																																								
1. Poudreux/pulvérulent	5. Liquide																																															
2. Solide	6. Gazeux																																															
3. Pâteux/sirupeux	7. Autre (préciser)																																															
4. Boueux																																																

On trouvera davantage d'informations, notamment sur l'identification des déchets (case 14), c'est-à-dire sur les codes des déchets figurant aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle, les codes OCDE et les codes Y, dans un manuel d'application/d'instructions disponible auprès de l'OCDE et du secrétariat de la convention de Bâle.

Le traitement informatique des données est effectué afin de faciliter le contrôle des données fournies et pour générer des statistiques. Les inscriptions sont obligatoires. A défaut des données, les transferts ne peuvent être autorisés. Les noms des destinataires ainsi que les quantités acceptées par ceux-ci seront publiées dans le rapport d'activité du Ministère de l'Environnement. Les personnes auprès desquelles des données nominatives sont collectées y ont un droit d'accès et de rectification.

19.0 Anhang X

Formular für die der vereinfachten Prozedur unterliegenden Abfallverbringungen

Informations accompagnant les transferts de déchets visés à l'article 3, paragraphe 2 et 4 du règlement (CE) N° 1013/2006

Informations relatives à l'expédition ⁽¹⁾

1. Personne qui organise le transfert: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:		2. Importateur/destinataire Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:	
3. Quantité effective: kg: litres:		4. Date effective du transfert:	
5. a) 1^{er} transporteur ⁽²⁾ Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Moyen de transport: Date de la prise en charge: Signature:	5. b) 2^e transporteur Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Moyen de transport: Date de la prise en charge: Signature:	5. c) 3^e transporteur Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail: Moyen de transport: Date de la prise en charge: Signature:	
6. Producteur de déchets ⁽³⁾: Producteur(s) initial(aux), nouveau(x) producteur(s) ou collecteur: Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:		8. Opération de valorisation (ou, le cas échéant, d'élimination pour les déchets visés à l'article 3, paragraphe 4): Code R/Code D:	
7. Installation de valorisation <input type="checkbox"/> Laboratoire <input type="checkbox"/> Nom: Adresse: Personne à contacter: Tél: Fax: E-mail:		9. Dénomination usuelle des déchets:	
		10. Identification des déchets (indiquer les codes correspondants): i) annexe IX de la convention de Bâle: ii) OCDE [si différent de (i)]: iii) Liste CE des déchets: iv) Code national:	
11. Pays/État(s) concerné(s):			
Exportation/expédition	Transit		Importation/destination
12. Déclaration de la personne qui organise le transfert: Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cases ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. Je certifie également que les obligations contractuelles écrites effectives ont été remplies avec le destinataire (<i>non nécessaire dans les cas des déchets visés à l'article 3, paragraphe 4</i>): Nom: Date: Signature:			
13. Signature à la réception des déchets par le destinataire: Nom: Date: Signature:			
À COMPLÉTER PAR L'INSTALLATION DE VALORISATION OU PAR LE LABORATOIRE:			
14. Transfert reçu par l'installation de valorisation: <input type="checkbox"/> ou par le laboratoire: <input type="checkbox"/> Quantité reçue: kg: litres:			
Nom:		Signature:	

⁽¹⁾ Informations accompagnant les transferts de déchets figurant dans la liste verte et destinés à la valorisation ou destinés à des analyses de laboratoire en vertu du règlement (CE) n° 1013/2006.

⁽²⁾ Si plus de trois transporteurs sont concernés, joindre en annexe les données requises aux cases 5 a), b) et c).

⁽³⁾ Lorsque la personne qui organise le transfert n'est pas le producteur ou le collecteur, des informations concernant le producteur ou le collecteur sont fournies.

20.0 Nützliche Adressen

Administration de l'environnement

Verbringung von Abfällen

16, rue Eugène Ruppert
L-2453 Luxembourg

Telefon: +352 26 84 78-310
+352 40 56 56-1

Telefax
Sekretariat: +352 49 62 56

Transfer
der Abfälle: +352 49 64 38
+352 26 84 78-333

Administration de l'enregistrement et des domaines

B.P. 31

1-3, avenue Guillaume
L-2010 Luxembourg

Telefon: +352 44 905 - 1

Telefax: +352 45 42 98

E-mail: info@aed.public.lu

